

**COMPTE RENDU SOMMAIRE
DE LA
XII^E SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL
de la Commission de coopération environnementale**

**tenue les 21 et 22 juin 2005
à Québec, au Canada**

Le Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE) a tenu sa XII^e session ordinaire les 21 et 22 juin 2005 à Québec, au Canada. Le ministre de l'Environnement du Canada, M. Stéphane Dion, présidait la séance, alors que l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis, M. Stephen L. Johnson, et le sous-ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique (Semarnat), M. José Manuel Bulás Montoro, représentaient respectivement les États-Unis et le Mexique. Le directeur exécutif de la CCE, M. William V. Kennedy, représentait le Secrétariat, et la secrétaire du Conseil, M^{me} Nathalie Daoust, agissait à titre de secrétaire de la séance. D'autres délégués et des invités spéciaux y assistaient également (voir l'annexe A).

Point 1 Ouverture officielle de la XII^e session ordinaire du Conseil

Le ministre Dion ouvre officiellement la séance en souhaitant la bienvenue, au nom du premier ministre du Canada, à ses homologues ainsi qu'au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, M. Thomas Mulcair, au président du Comité consultatif public mixte (CCPM), M. Arturo Duran, au directeur exécutif de la CCE et aux membres de l'assistance. Il indique que le ministre Cárdenas n'est malheureusement pas en mesure de prendre part à cette session ordinaire étant donné qu'il quittera d'ici quelques jours ses fonctions de ministre de l'Environnement pour se présenter à la présidence du Mexique. Il offre au ministre Cárdenas ses meilleurs vœux de réussite dans cette démarche. M. Dion souligne que les trois ministres de l'Environnement ont la responsabilité de veiller à la protection, à la sécurité et à l'amélioration du territoire nord-américain, ainsi qu'à la santé et à la prospérité de la population. Il déclare également qu'un organisme comme la CCE revêt une grande importance, car il facilite la coopération qui s'impose entre les trois pays. Il mentionne aussi que le Conseil a décidé d'axer les travaux de la CCE sur les trois domaines prioritaires énoncés dans la Déclaration de Puebla, à savoir l'information nécessaire à la prise de décisions, le renforcement des capacités, et l'environnement et le commerce, afin qu'elle puisse obtenir des résultats tangibles. Il indique également que dans le cadre de la présente session, le Conseil examinera les activités relatives à ces trois domaines prioritaires que prévoit le Plan stratégique de la CCE. En ce qui a trait à l'information nécessaire à la prise de décisions, le Conseil verra de quelle manière la CCE pourrait contribuer à la collecte de données environnementales intégrées, comparables et hautement fiables. Pour ce qui est du renforcement des capacités, il étudiera comment la CCE pourrait aider les trois gouvernements à évaluer et à gérer les substances chimiques préoccupantes, à prévenir la pollution, à prendre part à la conservation de la biodiversité, et à élaborer des programmes efficaces de gestion de l'environnement. Quant à l'environnement et au commerce, le Conseil examinera comment la CCE pourrait favoriser l'adoption de politiques et la prise de mesures qui offrent des avantages aux trois pays d'Amérique

du Nord. En dernier lieu, il juge important que la CCE entreprenne des discussions constructives avec le CCPM et le public, et cherche à établir des partenariats avec le secteur privé et d'autres intervenants afin d'obtenir des résultats fructueux dans ces trois domaines prioritaires.

M. Stephen L. Johnson souhaite la bienvenue aux participants et remercie le gouvernement du Canada de son hospitalité. Il exprime tout particulièrement sa reconnaissance aux délégations et au Secrétariat pour les efforts qu'ils ont déployés afin que cette réunion soit une réussite, et il remercie le CCPM et l'assistance d'y participer. Il indique que cette réunion a pour but de donner des directives à la CCE en ce qui a trait à l'application du nouveau Plan stratégique, lequel renforcera le caractère fructueux de la relation de coopération qui a cours en Amérique du Nord. Faisant état des efforts déployés par les États-Unis en vue d'améliorer la qualité de l'air et de l'eau, ainsi que d'autres réalisations de leur part dans le domaine de l'environnement, il souligne que c'est grâce aux efforts concertés de l'EPA et de ses partenaires, notamment la CCE, qu'il est possible d'accomplir des progrès à un rythme remarquable. Il estime important de recourir à la participation des diverses parties intéressées, dont les peuples autochtones, les universités, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. Il rappelle que les États-Unis cautionnent les importants travaux qu'accomplit la CCE, et que ce pays est déterminé à contribuer à la recherche de solutions concertées pour protéger l'environnement que partagent les trois pays nord-américains et à l'obtention de résultats mesurables et durables pour leurs citoyens. En dernier lieu, il mentionne que son pays se réjouit d'assumer la présidence du Conseil au terme de la présente session.

M. José Manuel Bulás Montoro, qui représente le ministre Cárdenas, remercie les ministres Dion et Mulcair de leur hospitalité. Il exprime les regrets du ministre Cárdenas de ne pouvoir assister à cette session et ses meilleurs souhaits qu'elle se déroule fructueusement. M. Bulás Montoro affirme que la Déclaration de Puebla constitue un résultat probant de la session de l'année dernière, car elle énonce les trois principales tâches de la CCE. Tout en signalant que depuis ce temps la CCE a connu une phase de transition, il estime qu'elle a multiplié ses efforts afin de dresser un plan stratégique visant à améliorer la qualité de l'environnement en Amérique du Nord. Il indique que le Mexique estime que les objectifs énoncés dans la Déclaration de Puebla et dans le Plan stratégique permettront d'améliorer la qualité de l'air et de l'eau et de protéger les ressources naturelles. Il signale aussi que les trois pays ont plus que jamais travaillé en étroite collaboration, car ils sont intéressés au même titre à protéger l'environnement et à veiller à ce que l'Amérique du Nord soit un lieu de vie plus salubre et plus sécuritaire. D'autre part, il estime important que le public participe aux travaux de la CCE afin de veiller à ce qu'elle atteigne ses objectifs. En dernier lieu, il mentionne que son gouvernement annoncera sous peu l'instauration d'une mesure visant à éliminer le soufre des combustibles fossiles au Mexique.

M. Thomas Mulcair appuie les propos de l'administrateur Johnson voulant que les résultats des projets de la CCE soient facilement mesurables. Il explique que les travaux accomplis par son ministère au cours des trois dernières années ont porté sur le droit et les sciences, tout comme ceux de la CCE. Il déclare en outre que, compte tenu de la multiplication des échanges commerciaux en Amérique du Nord, les trois pays ont dû renforcer leurs fondements environnementaux et juridiques afin que leurs lois et règlements leur permettent de protéger la biodiversité et de faire progresser le développement durable. Il remercie les membres de l'assistance de leur participation en soulignant que leur contribution est primordiale en vue d'atteindre les objectifs environnementaux en Amérique du Nord.

M. Arturo Duran souhaite la bienvenue à tous les participants au nom du CCPM et dit apprécier tout

particulièrement la contribution et la participation du public à la prise de décisions en Amérique du Nord. Il déclare que la dernière année a été particulièrement intéressante en donnant lieu à une nouvelle orientation de la CCE ainsi qu'à l'établissement d'un plan stratégique qui détermine les trois principaux domaines de la coopération trilatérale en matière d'environnement. Il indique qu'à mesure que la CCE se donnait une nouvelle orientation, le CCPM a joué un rôle proactif en veillant à ce que le public nord-américain participe à cette démarche et en se chargeant de véhiculer de façon homogène l'opinion du public au sujet des questions touchant la CCE. Il affirme que le mandat du CCPM est très ambitieux, mais que grâce à sa détermination et à la contribution du public, la CCE peut devenir un organisme beaucoup plus efficace et relever les défis qui l'attendent. Il mentionne également que le CCPM dressera son propre plan stratégique au cours de l'année afin de fixer ses objectifs, de choisir ses activités et d'améliorer ses relations avec le Conseil, le Secrétariat et le public. Il précise qu'une réunion se tiendra à Mexico à l'automne et qu'elle offrira au public la possibilité de s'exprimer, donnant ainsi suite à l'intérêt que manifeste ce dernier et au désir du CCPM d'obtenir des résultats fructueux dans le cadre de ses relations avec le Conseil et le Secrétariat. M. Duran ajoute que l'établissement de ce plan stratégique permettra de déterminer dans quel domaine le CCPM a fait preuve de la plus grande efficacité au cours des dix dernières années et ceux dans lesquels il serait avantageux qu'il s'améliore. Il conclut en signalant que le CCPM demeure déterminé à ce que les citoyens participent au processus décisionnel concernant l'environnement en Amérique du Nord.

M. William V. Kennedy souhaite la bienvenue à tous les participants à cette session du Conseil et remercie le ministre de l'Environnement du Québec et les représentants du gouvernement de l'Alberta de leur présence. Il mentionne que ces deux provinces sont signataires de l'Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE) et qu'elles ont travaillé en étroite collaboration avec la CCE au cours de la dernière année. Il donne un aperçu de certaines réalisations de la CCE depuis la session ordinaire de Puebla, notamment la publication du tout premier rapport sur les émissions des centrales électriques, qui, selon lui, constitue un jalon important, car il a favorisé la coopération en Amérique du Nord en donnant lieu à la collecte, à l'échange et à la diffusion dans le public de données comparables sur l'environnement. M. Kennedy souligne ensuite la publication du rapport du Secrétariat, établi en vertu de l'article 13 de l'ANACDE, sur les effets du maïs transgénique au Mexique, lequel énonce une série de conclusions importantes et de recommandations par un groupe consultatif international. Il fait aussi état des travaux visant à réduire les risques que présentent les substances toxiques pour la santé humaine et l'environnement, et affirme que la mise en œuvre du plan d'action destiné à réduire ou à éliminer l'utilisation du lindane avait progressé notablement depuis que les autorités mexicaines avaient annoncé leur intention d'éliminer graduellement toutes les formes d'utilisation de cette substance chimique toxique. M. Kennedy fait aussi état de la publication du nouveau livre intitulé *Marine Priority Conservation Areas: Baja California to the Bering Sea* (Aires de conservation prioritaires : de la Baja California à la mer de Béring) et de la carte illustrant 28 aires marines qui, selon les spécialistes du milieu marin, sont des éléments essentiels en vue de protéger la biodiversité sur la côte ouest de l'Amérique du Nord. Il déclare aussi que, grâce au soutien de la CCE par le truchement de ses rapports *À l'heure des comptes*, l'Amérique du Nord est devenue un chef de file mondial en ce qui concerne la tenue de registres de rejets et de transferts de polluants. Il se dit satisfait que le Mexique ait continué de progresser dans ce domaine en obligeant, par voie législative, un premier groupe de 104 usines de produits chimiques à déclarer leurs rejets et transferts de polluants. M. Kennedy indique ensuite qu'en fonction de la Déclaration de Puebla et du Plan stratégique de la CCE, le Secrétariat s'est fixé les objectifs opérationnels

suivants pour l'année à venir : 1) appliquer le Plan stratégique en menant des activités particulières et en consacrant les ressources dont dispose le Secrétariat à l'obtention des résultats tangibles dans les trois domaines prioritaires qu'énonce ce plan; 2) renforcer les partenariats de la CCE avec des intervenants de premier plan et élargir sa base d'intéressés en accroissant ses ressources et en suscitant un engagement accru à l'égard de la mise en œuvre du programme continental. En dernier lieu, il remercie l'assistance de son degré de participation, des examens qu'elle effectue et des avis qu'elle formule, car tout cela a permis d'améliorer grandement les travaux de la CCE et l'a aidé à accomplir des progrès. (Le diaporama complémentaire figure à l'annexe B.)

Le ministre Dion met un terme à la séance d'ouverture et indique que le Conseil se réjouit à l'avance de rencontrer le CCPM et le public un plus tard dans la journée, mais qu'il ne pourra malheureusement pas assister à cette réunion, car il est obligé de retourner à Ottawa pour participer à un vote important à la Chambre des communes.

Point 2 Ouverture de la séance du Conseil à huis clos et adoption de l'ordre du jour (y compris un compte rendu du directeur exécutif)

Le président ouvre la séance à huis clos et suggère de suivre quelques règles de fonctionnement, notamment que les exposés soient courts afin que les membres du Conseil aient le temps d'aborder en détail les trois domaines prioritaires du Plan stratégique de la CCE. Il invite ensuite M. Kennedy à faire état des questions à examiner, comme le prescrit le paragraphe 5(3) des *Règles de procédures du Conseil*. (L'ordre du jour du Conseil figure à l'annexe C.)

Après avoir remercié le Conseil de lui donner la possibilité de prendre la parole, M. Kennedy indique que le Plan stratégique répond à un besoin de longue date relevé au cours des examens quadriennal et décennal du rendement de la CCE, à savoir d'orienter ses priorités et ses travaux de manière à ce qu'elle obtienne des résultats tangibles. Il félicite les Parties d'avoir instaurer le Plan à un stade important de l'histoire de la Commission, notamment si l'on tient compte du Partenariat pour la sécurité et la prospérité, car ce plan accorde plus de place que jamais à un partenariat continental pour se pencher sur les préoccupations communes que suscite l'environnement. Il mentionne que le Plan stratégique énonce plusieurs activités très pertinentes que la CCE mettra sur pied et exécutera au cours de la prochaine année.

Il affirme que pour tirer parti du potentiel qu'offre ce plan et veiller à ce que la gestion de la CCE porte fruit et que son mode de fonctionnement soit efficace, il faut « clarifier les relations », comme le mentionne dans son rapport le Comité d'examen décennal de l'application de l'ANACDE (CEDAA). M. Kennedy déclare que cette démarche est primordiale pour que la CCE accomplisse ce à quoi elle s'est engagée et ce qu'on attend d'elle. Il expose ensuite ses vues au sujet du rôle du directeur exécutif par rapport au Conseil, et dit croire que le modèle qui peut régir logiquement leur relation est celle d'un président-directeur général avec un conseil d'administration. À cet égard, il dit espérer que le Conseil s'emploiera à déterminer les orientations et les priorités à long terme de la CCE, à approuver le programme de travail annuel et à surveiller sa mise en application, alors que lui, à titre de directeur exécutif, se concentrera sur cette mise en application du programme de travail en collaboration avec les Parties, leur rendra des comptes à ce sujet et répondra des résultats obtenus. Il précise que le Secrétariat est en mesure de consolider la CCE s'il dispose de la latitude voulue, et que les Parties peuvent être assurées qu'il est prêt à accomplir son travail de façon efficace et qu'il en a le désir. Il mentionne que le

Secrétariat a pris des mesures pour améliorer la planification, la reddition de comptes, la dotation en personnel et l'exploitation, et que le processus de gestion de la qualité prévu dans le cadre du domaine prioritaire que constitue l'information nécessaire à la prise de décisions permettra d'améliorer tout autant les opérations que l'intégrité des services de la CCE.

En dernier lieu, M. Kennedy indique que le Secrétariat poursuivra l'établissement de rapports en vertu de l'article 13 de l'ANACDE, et, faisant état de l'examen approfondi de ce processus qu'a mené récemment M. David Wirth, il affirme que les conclusions de ce dernier permettront au Secrétariat de veiller à faire preuve d'efficacité au cours de l'établissement du prochain rapport.

Point 3 Plan stratégique pour 2005 à 2010

Le directeur des programmes, M. Doug Wright, présente le Plan stratégique en donnant quelques renseignements à son sujet, et mentionne que le Plan opérationnel qui est voie d'élaboration expose, de façon plus détaillée, les activités qui permettront d'obtenir des résultats tangibles en matière d'environnement dans chaque domaine prioritaire.

Le membre américain du Conseil, M. Stephen L. Johnson, exprime son appréciation et son appui à l'égard du précieux travail accompli au cours de l'établissement du Plan stratégique, et il le juge important, car il établit les orientations de la CCE et son programme de travail. Il se dit confiant que ces plans stratégique et opérationnel permettront à la CCE de réaliser des progrès au cours des cinq prochaines années. M. Johnson fait à nouveau l'éloge du travail accompli et suggère de porter le Plan stratégique à la connaissance du public.

Le représentant suppléant du membre mexicain du Conseil, M. José Manuel Bulás Montoro, indique que le Mexique cautionne le Plan stratégique parce qu'il représente une fusion des divers points de vue des trois pays. D'autre part, il estime important de dresser un plan opérationnel afin de pouvoir mettre le Plan stratégique en application. Il estime également nécessaire de situer la phase de transition et de déterminer les incidences éventuelles des nouvelles orientations sur la présente structure de la CCE. En dernier lieu, il exprime sa reconnaissance au Secrétariat pour sa contribution à ces travaux, et rappelle que la collaboration des Parties est importante pour veiller à ce que la mise en œuvre du programme de travail soit fructueuse.

Le ministre Dion dit appuyer le point de vue du Mexique et mentionne que le Canada est en accord avec l'ensemble des buts du Plan stratégique. Il déclare que le Plan opérationnel constitue la principale tâche qu'il reste à accomplir, mais que, si sa mémoire est bonne, ce plan est presque prêt. Il conclut en estimant important de définir clairement les projets afin de pouvoir évaluer leurs résultats.

De son côté, le ministre Mulcair exprime l'appui du gouvernement du Québec aux trois domaines prioritaires et se dit très heureux des nouvelles orientations énoncées dans le Plan stratégique. Il suggère, cependant, de mettre particulièrement l'accent sur la participation du public et de tenir celui-ci beaucoup plus au courant des travaux de la CCE. Il déclare qu'en général le public connaît très peu la CCE, alors qu'elle lui offre de nombreuses occasions de prendre part à ses activités.

Le Conseil adopte le Plan stratégique et prescrit au Secrétariat de le publier et de le mettre en œuvre.

Point 4 Obtention de résultats tangibles dans le domaine de l'information nécessaire à la prise de décisions

Le président invite le représentant canadien du comité d'experts en matière d'information, M. Bill Jarvis, à présenter ce point en donnant un aperçu du domaine prioritaire que constitue l'information nécessaire à la prise de décisions (voir l'annexe D). M. Jarvis souligne le travail accompli par les autres membres de ce comité, d'autres fonctionnaires et le Secrétariat en vue d'élaborer des projets dans ce domaine. Il traite tout d'abord de l'assurance de la qualité en mentionnant qu'il s'agit d'une ligne de conduite visant à ce que le principe de transparence s'applique à tous les documents d'information de la CCE. Il précise qu'un guide de procédures est en voie d'élaboration afin d'uniformiser la conception des documents de la CCE et de faciliter ainsi leur consultation par les décideurs, et affirme en outre que cela permettra à la CCE de se faire connaître par la qualité de ses documents. Il indique par ailleurs qu'il a été proposé au départ de recourir aux données sur la qualité de l'air pour illustrer les applications de l'Atlas nord-américain.

M. Jarvis donne ensuite la parole au gestionnaire du programme de la CCE sur la qualité de l'air, M. Paul Miller, à qui on avait demandé de faire un exposé sur les capacités du système de cartographie en cours d'élaboration (voir l'annexe E). M. Miller déclare que l'Atlas nord-américain offrira un cadre afin de compiler et de comparer de vastes ensembles de données environnementales, et de les synthétiser de façon visuelle afin qu'ils soient évocateurs. Il ajoute que cela permettra d'établir des liens entre les données techniques et celles sur les politiques, et de montrer ainsi aux décideurs de quelle manière les politiques de l'environnement en vigueur dans d'autres parties de l'Amérique du Nord peuvent les aider à régler leurs propres problèmes environnementaux.

L'administrateur Johnson félicite M. Miller de son exposé et déclare que l'établissement de telles cartes met en lumière les efforts déployés au cours de cette activité. Il dit appuyer le choix de la qualité de l'air comme thème initial, et souligne qu'il est important de disposer de données pour prendre des décisions, car il s'agit d'une « monnaie commune » pour protéger l'environnement. Il souligne également l'utilité d'un cadre en matière d'assurance de la qualité, mais en suggérant d'y prévoir l'examen, par des pairs, des documents à publier et des données qui servent à les élaborer. Il conclut en invitant le Secrétariat à s'inspirer de ce que d'autres organismes accomplissent dans ce domaine.

M. Bulás Montoro complimente les participants à ces travaux et fait observer que ces cartes offriront des renseignements qui éclaireront de façon notable les décisions prises dans les trois pays en matière de politiques publiques.

Le ministre Dion remercie MM. Miller et Jarvis et exprime son soutien au programme d'assurance de la qualité, car il s'agit selon lui d'un élément essentiel pour instaurer la transparence et la rigueur. Il estime par ailleurs important d'interpréter adéquatement les données, comme dans le cadre de l'établissement du rapport *À l'heure des comptes* que la CCE publie annuellement. Il dit espérer que le rapport à venir sur la santé des enfants tirera profit du programme d'assurance de la qualité, car ce sujet revêt une grande importance pour les trois pays.

Le ministre Mulcair, rappelant par ailleurs qu'une importante partie des travaux de la CCE consiste à informer explicitement le public, indique que la santé publique est un élément fondamental des travaux que réalise chaque gouvernement.

Point 5 Obtention de résultats tangibles dans le domaine de l'environnement et du commerce

Dans le cadre de ce point, le président invite les membres américains du comité d'experts sur l'environnement et le commerce, MM. Darci Vetter et Rob Wing, à faire un exposé sur le Plan stratégique connexe. Après avoir donné un aperçu des principaux éléments de ce plan (voir l'annexe F), ils invitent un membre américain du Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale, M^{me} Phyllis Harris, à exposer les travaux de la CCE relatifs au commerce et à l'exécution des lois de l'environnement. Celle-ci brosse un tableau des travaux accomplis par la CCE en vue d'améliorer le suivi des déchets dangereux et d'instaurer un centre interactif d'aide à l'observation de la réglementation sur les expéditions de ces déchets, et ce, en partenariat avec le *National Center for Manufacturing Sciences* (Centre national de techniques de fabrication) des États-Unis et l'*Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey* (Institut de technologie et d'études supérieures de Monterrey) du Mexique. Les travaux consistent également à offrir une formation aux douaniers et aux agents d'exécution de la loi relativement au commerce illégal d'espèces sauvages, ainsi qu'aux membres de l'appareil judiciaire (voir l'annexe G).

M. Bulás Montoro juge important que les ministres de l'Environnement et du Commerce travaillent de concert, et suggère que la CCE se consacre à l'étude du commerce légal de la biodiversité en Amérique du Nord.

M. Dion manifeste son soutien à la suggestion du représentant mexicain, et remercie ensuite MM. Vetter et Wing d'avoir fait état des principales priorités dans ce domaine et montré les progrès auxquels il a donné lieu depuis la session ordinaire de Puebla. Il se dit également en accord avec la formation offerte aux agents d'exécution de la loi, car cela permettra de lutter plus efficacement contre les expéditions illégales de déchets dangereux. En ce qui a trait aux instruments reposant sur les forces du marché pour encourager l'utilisation durable des ressources, il reconnaît que le Mexique et les États-Unis ont fait preuve de beaucoup de dynamisme dans ce domaine et déclare que le Canada serait heureux de tirer parti de leur expérience.

M. Mulcair affirme que les forces du marché joueront un rôle essentiel en matière de développement durable, et dit appuyer une intensification des travaux de la CCE relativement aux instruments qui reposent sur ces forces.

Point 6 Obtention de résultats tangibles dans le domaine du renforcement des capacités de gestion de l'environnement

Le président invite un spécialiste en matière de renforcement des capacités, M. Germán González Dávila, à faire un exposé sur ce domaine prioritaire, et celui-ci commence par énumérer les secteurs que devrait viser en premier lieu le renforcement des capacités au Mexique. Il fait ensuite état des principaux éléments d'un projet d'alliance visant la gestion intégrée de l'environnement ainsi que des résultats que cette alliance permettrait à la CCE et au Mexique d'obtenir au fil du temps (voir l'annexe H).

M. Johnson félicite M. Dávila pour son exposé ainsi que pour les moyens qu'il fait valoir en vue d'obtenir des résultats tangibles dans ce domaine. Il mentionne que les États-Unis s'intéressent particulièrement à l'« écologisation » de la chaîne d'approvisionnement, et affirme que le projet

connexe de la CCE offre la possibilité de travailler de concert avec des petites entreprises et des multinationales pour atteindre cet objectif.

M. Dion indique que le Canada a l'intention d'apporter son soutien aux activités de renforcement des capacités au Mexique. Il ajoute que ce renforcement représente aussi un défi au Canada et qu'il faudrait harmoniser les processus d'évaluation et les politiques de l'environnement dans les trois pays. Il déclare par ailleurs que, dans le cadre du Protocole de Kyoto, le Canada pourrait apporter son aide au Mexique afin d'y renforcer les capacités d'application de méthodes d'écologisation. Il conclut en affirmant qu'il y aurait beaucoup à faire dans ce domaine par l'entremise de la CCE, et qu'il serait possible d'obtenir des résultats tangibles.

M. Mulcair mentionne que le Centre de contrôle environnemental du Québec a récemment appliqué des mesures qui ont permis d'obtenir des résultats très fructueux sur le terrain grâce à une plus grande autonomie des fonctionnaires locaux. Il offre de transmettre les conclusions de cette expérience à la CCE, car elle pourrait facilement la répéter.

Point 7 Autres questions

Aucune question ne fait l'objet de discussions dans le cadre de ce point.

Point 8 Discussion avec des représentants d'associations commerciales

Les membres du Conseil tiennent une discussion en compagnie de trois représentants d'associations commerciales, à savoir M. Michael Murphy, de la Chambre de commerce du Canada, M. Adam Greene, du *Council for International Business* (CIB, Conseil pour le commerce international) des États-Unis, et M. Daniel Basurto, de la *Confederación de Cámaras Industriales* (Concamin, Confédération des chambres industrielles) du Mexique.

Le président demande au représentant suppléant américain, M. Jerry Clifford, de présenter ce point, ce dont s'acquitte celui-ci en mentionnant que la CCE pourrait progresser grâce à une relance du partenariat avec le secteur privé comme le préconise l'une des recommandations du CEDAA, à savoir de renforcer la participation du secteur privé aux activités de la CCE. Il invite les représentants des trois associations à indiquer au Conseil de quelle manière les Parties pourraient, que ce soit individuellement ou collectivement, intéresser le secteur privé à mener des activités qui cadrent avec les trois domaines prioritaires, et à citer des exemples de participation du secteur privé sur lesquels la CCE pourrait se fonder.

M. Murphy mentionne que le Plan stratégique de la CCE offre au secteur privé de nombreuses possibilités de contribuer aux travaux, notamment en matière de renforcement des capacités. Il suggère au Conseil de faire en sorte que la CCE soit une stimulatrice de rendement pour les secteurs public et privé, au lieu de devoir par moments composer avec eux et réagir à leur endroit. Il encourage également les membres du Conseil à user de stratégie et à aborder les enjeux dans une optique de développement durable. En ce qui a trait au Plan stratégique, il déclare qu'il décrit adéquatement de quelle manière il est possible d'utiliser les forces du marché et d'éliminer les obstacles au commerce. Il soutient par ailleurs que le rapport *À l'heure des comptes* est une réalisation importante et que la CCE devrait exercer un rôle de surveillante dans ce domaine. Il

recommande également qu'elle consulte plus amplement le secteur privé au sujet de ce rapport et qu'elle y améliore la présentation des données afin qu'elles soient plus utiles aux décideurs. Il conclut en remerciant M. Kennedy, au nom des gens d'affaires, des efforts qu'il déploie, ainsi que de sa volonté de collaborer avec le secteur des affaires et de prendre les bons moyens à cette fin.

M. Basurto débute son intervention en mentionnant que, au fil des ans, de nombreux exemples de partenariats fructueux avec le secteur privé ont permis de mieux comprendre de quelle manière ce secteur peut contribuer aux travaux de la CCE. Il précise que l'objectif sous-jacent consiste à ce que le secteur privé soit plus écologique, et affirme qu'il ne sera possible d'atteindre cet objectif qu'en recourant à la concertation. Il ajoute que l'interaction entre les gouvernements fédéraux et provinciaux constitue également un important facteur de réussite. Il déclare en outre que les trois domaines prioritaires visés par le Plan stratégique pourraient favoriser l'établissement de partenariats avec le secteur privé, mais à condition de prendre des mesures incitatives adéquates et d'instaurer des instruments à cette fin. Il conclut en affirmant que le projet sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et le *Fondo de prevención de la contaminación* (Fonds pour la prévention de la pollution) constituent des exemples de partenariats fructueux.

M. Greene félicite les membres du Conseil de vouloir que le secteur privé participe aux activités de la CCE, et affirme que les trois domaines prioritaires offrent de nombreuses possibilités d'établir des partenariats, que ce soit au niveau sectoriel ou local, et que ceux-ci pourraient viser à ce que le secteur privé prenne part aux travaux et à la recherche de ressources. Il mentionne que d'autres associations commerciales disposent de programmes et d'outils de gestion de l'environnement dont la CCE pourrait se servir. En terminant, il déclare que le secteur privé est très réceptif à des propositions de partenariat.

M. Johnson remercie les représentants des associations de leurs observations encourageantes, et déclare qu'il se réjouit de la poursuite de cette relation et du resserrement des liens avec le secteur privé, car celui-ci représente un élément essentiel pour que la CCE obtienne des résultats en matière d'environnement. Il convient également que la qualité des données est un facteur très important et que le marché devrait inciter les entreprises à améliorer leur performance environnementale.

M. Bulás Montoro remercie lui aussi les représentants des associations et dit estimer que cette discussion s'est avérée très importante pour le Mexique. Il mentionne que le projet en cours d'examen visant l'établissement d'un marché légal de la biodiversité en Amérique du Nord réclamera le recours à des mécanismes financiers, et qu'il donnera probablement lieu à un partenariat avec le secteur privé.

M. Mulcair juge essentiel que le secteur privé participe aux travaux de la CCE pour que la situation évolue, et qu'il peut être assuré de la collaboration des Parties à ce sujet.

M. Dion affirme à nouveau que cette participation du secteur privé représente un facteur clé en vue d'atteindre les buts énoncés dans la Déclaration de Puebla. Il mentionne aussi que l'atelier tenu par le CCPM le 21 juin a consisté à cerner les besoins et les possibilités en matière de renforcement des capacités des secteurs privé et sans but lucratif, et que cela pourrait offrir des occasions de travailler en collaboration. Il ajoute que l'expérience que M. Kennedy a acquise dans le secteur financier constitue également un atout pour travailler de concert avec le secteur privé.

M. Dion remercie les représentants des associations commerciales, ses homologues et les représentants du Secrétariat, et se dit désolé de devoir quitter la réunion pour prendre un avion à destination d'Ottawa. Il mentionne que M. David McGovern le remplacera pendant le reste de la réunion.

Point 9 Réunion avec le CCPM

Après avoir prononcé un mot de bienvenue et présenté les membres du CCPM, le représentant suppléant canadien invite M. Arturo Duran à exposer les sujets à examiner.

M. Duran déclare en premier lieu qu'il vient tout juste de démissionner de son poste de président du CCPM et que M^{me} Jane Gardner a été désignée pour le remplacer. Il précise que des membres du CCPM ont soulevé des questions d'éthique et qu'ils en ont longuement discuté au cours des deux derniers jours. Il explique que sa démission a été motivée par une apparence de conflit d'intérêt, étant donné qu'il siège également comme représentant des États-Unis au sein de la Commission internationale des frontières et des eaux. Il affirme que cette démarche s'est avérée troublante, tant pour lui que pour les autres membres, mais qu'en demeurant quand même membre du CCPM, il est déterminé à contribuer à ce que la CCE atteigne ses objectifs. Il suggère que le Conseil envisage d'élaborer un code de déontologie afin d'éviter qu'une telle situation se reproduise. Il lui suggère également de considérer la possibilité que les membres du CCPM puissent obtenir des conseils juridiques lorsqu'ils sont confrontés à ce genre de problème.

En ce qui concerne la relation entre le Conseil et le CCPM, il convient qu'elle n'a pas toujours été parfaite, mais indique que le CCPM estime que les échanges informels offrent la possibilité d'améliorer cette relation. En revanche, il signale que celle avec le Secrétariat a été très positive depuis les six derniers mois grâce aux efforts que M. Kennedy a déployés dans ce sens. En dernier lieu, il félicite les Parties et le Secrétariat du travail qu'ils ont accompli au cours de l'établissement du Plan stratégique.

M. Carlos Rincón appuie les propos de M. Duran en ce qui a trait à l'élaboration d'un code de déontologie. Il mentionne que son employeur estime lui aussi que ses fonctions de membre du CCPM le place en conflit d'intérêt et qu'il devra peut-être démissionner sous peu. Il ajoute que des règles déontologiques auraient peut-être empêché que cette situation se produise.

M^{me} Gardner mentionne que le CCPM voudrait aborder les sujets suivants au cours de cette réunion : 1) le plan stratégique du CCPM; 2) le Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP); 3) les communications entre le Conseil et le CCPM; 4) le Plan stratégique relatif à l'environnement et au commerce. Elle indique que le CCPM a entamé une phase d'inspection et s'est demandé de quelle manière il pourrait améliorer ses travaux au sein de la CCE. Elle signale que le Comité entreprendra l'établissement d'un plan stratégique qui lui servira de guide pour ses activités, et qu'il soumettra ce plan à l'examen des Parties lorsqu'il l'aura établi. Elle ajoute que le CCPM a l'intention de collaborer davantage aux travaux de la CCE et de s'attacher particulièrement à définir son rôle et à entretenir une relation fructueuse avec les Parties. Elle fait observer que les membres des comités consultatifs nationaux (CCN) et des comités consultatifs gouvernementaux (CCG) s'étant réunis avec leur membre respectif du Conseil, il serait de mise que les membres du CCPM fassent la même chose.

M^{me} Gardner déclare également que les travaux du CCPM au sein de la CCE pourraient être entravés par un chevauchement éventuel entre le volet environnemental du PSP et le programme de travail de la

CCE, et elle offre l'aide du CCPM afin de cerner les éléments environnementaux du PSP.

M^{me} Nelly Correa rappelle au Conseil que l'environnement et le commerce constituent les fondements de la CCE, et qu'il s'est engagé à Puebla à renforcer ses relations avec les ministres du Commerce. Elle mentionne que, en octobre 2004, le CCPM a été très heureux de constater que les énergies renouvelables feraient partie du programme de travail de la CCE, et qu'il a perçu le travail en synergie des ministres de l'Environnement et de l'Énergie comme une démarche positive qu'il fallait encourager. Par ailleurs, elle félicite le Secrétariat de ses réalisations et estime important de déterminer ce que la CCE peut le mieux accomplir sans avoir à s'engager dans des travaux que d'autres organismes seraient capables de réaliser mieux qu'elle. M^{me} Correa précise que c'est dans cette optique que les membres du CCPM ont planifié l'atelier public tenu le 21 juin, en y invitant des orateurs bien informés des trois pays à exposer les besoins et les possibilités en matière de renforcement des capacités des secteurs privé et sans but lucratif. Elle souligne que le rôle et la contribution du CCPM reposent particulièrement sur son aptitude à réunir les diverses connaissances et compétences dont disposent les trois pays pour guider la CCE dans ses travaux.

M^{me} Merrell-Ann Phare rappelle au Conseil qu'il s'était engagé à solliciter la contribution du CCPM au cours de l'établissement du Plan stratégique relatif à l'environnement et au commerce. M. Kennedy saisit l'occasion pour mentionner que l'établissement de ce plan est terminé et qu'il sera soumis à l'examen des membres du CCPM au cours des trente prochains jours. M^{me} Phare reprend la parole en mentionnant que le public voudrait savoir si les recommandations du CEDAA ont été appliquées, et que si ce n'était pas le cas, qu'il faudrait que ce soit avant le mois de juin 2006 comme le suggère le rapport. Elle indique également que le public aimerait que la CCE réintègre la question de la salubrité de l'environnement des enfants dans son programme de travail, et qu'il a appuyé sans réserve le fait d'orienter les travaux sur le renforcement des capacités.

Par ailleurs, M^{me} Phare déclare que le CCPM serait heureux que les Parties lui transmettent leurs observations au sujet du rapport de M. Eric Danenmeier, intitulé *Le CCPM a dix ans*. Elle mentionne que l'intégrité de la CCE revêt une très grande importance pour le CCPM et qu'il est en train de réévaluer le rôle qu'il y joue. Elle précise que, dans cette optique, il établira un plan stratégique quinquennal qui donnera suite aux préoccupations formulées au sujet de cette intégrité. Elle affirme que le CCPM est toujours convaincu que la CCE devrait continuer de donner une optique continentale à son programme et à son orientation, et elle exhorte les membres du Conseil d'agir comme tel et non comme des représentants des trois pays qui se rencontrent pour appliquer leur programme national respectif. Elle rappelle également au Conseil qu'il est important de préserver l'indépendance du Secrétariat, et, à l'instar d'une récente lettre d'un CCN, exprime les préoccupations du CCPM relativement au fait que les Parties examinent les rapports du Secrétariat par souci d'y éliminer ce qui ne correspond pas à leur ligne politique. M^{me} Phare affirme également que le public est préoccupé par l'intégrité du processus visé aux articles 14 et 15 de l'ANACDE, et qu'il estime que les Parties essaient de le limiter pour éviter que les gouvernements soient mal à l'aise. En ce qui concerne les dossiers factuels, elle mentionne que le CCPM croit qu'il faudrait instaurer des mécanismes de suivi de ces dossiers afin de pouvoir mesurer l'incidence que peut avoir la CCE sur l'exécution des lois au fil du temps. Elle offre l'aide du CCPM afin de déterminer les mécanismes de suivi des dossiers factuels qu'il faudrait mettre en place.

En dernier lieu, elle déclare que la participation des peuples autochtones suscite des préoccupations

parmi les membres du CCPM et qu'ils estiment nécessaire : 1) que ces peuples soient davantage représentés au sein des CCN, des CCG et du CCPM; 2) que le personnel de la CCE compte des autochtones.

M^{me} Gardner remercie M. Kennedy et exprime son appréciation pour l'attitude très positive qu'il manifeste lorsqu'il travaille avec le CCPM. M. Kennedy répond en s'excusant malgré tout de n'avoir pu faire davantage jusqu'à présent en ce qui concerne la participation des peuples autochtones.

M. Carlos Sandoval déclare que l'atelier public s'est avéré très fructueux en permettant notamment au secteur privé de mieux comprendre les activités du secteur sans but lucratif, et qu'il a pris conscience du fait qu'il doit se consacrer davantage au renforcement des capacités. Il félicite le Conseil pour la remarquable réalisation que constitue le Plan stratégique, particulièrement la section 8, et réitère la volonté du CCPM de travailler en collaboration avec le Conseil. Il saisit l'occasion pour rappeler au représentant suppléant mexicain la nécessité de nommer des membres au CCN, et lui suggère, à titre d'alternative, que le *Consejo Nacional de Desarrollo Sustentable* (Conseil national du développement durable) joue le rôle de CCN mexicain étant donné qu'il exerce déjà des fonctions de conseiller.

À la suite des propos des membres du CCPM, le représentant suppléant canadien estime qu'ils ont soulevé plusieurs points intéressants, notamment le fait que le CCPM établira son propre plan stratégique. Il déclare également qu'il s'entretiendra de la question du conflit d'intérêt et du code de déontologie avec les représentants suppléants et le directeur exécutif afin de les examiner en détail. M^{me} Phare intervient et demande aux représentants suppléants, lorsqu'ils délibèrent, de tenir compte du fait que la CCE est un organisme tripartite. Par ailleurs, elle indique que le CCPM est préoccupé par les récents événements qui l'ont empêché de fonctionner normalement, et recommande de trouver une solution concertée à ce sujet.

Le représentant suppléant mexicain fait état d'une rencontre récente entre les membres mexicains du CCPM et le ministre Cárdenas. Il déclare que le Mexique estime que le CCPM constitue un élément très important de la CCE et que cela justifie un renforcement des relations avec ce comité. M^{me} Gardner mentionne de son côté que les membres américains du CCPM seraient heureux d'avoir la possibilité de rencontrer l'administrateur Johnson. Le représentant suppléant américain l'assure qu'il transmettra cette requête à M. Johnson. M. Jean-Guy Dépôt exprime également le désir des membres canadiens du CCPM de rencontrer le ministre Dion.

Le représentant suppléant canadien indique que les dirigeants des trois pays ont donné leur aval au PSP. Il précise que celui-ci fera l'objet d'une annonce à Ottawa le 27 juin et qu'Environnement Canada a participé à l'élaboration du volet de ce partenariat consacré à la prospérité. Il mentionne aussi que les trois gouvernements visent la complémentarité des travaux de la CCE avec ceux qui seront entrepris dans le cadre du PSP. Il déclare en outre qu'après l'annonce du 27 juin, le Conseil s'attend à ce que M. Kennedy lui adresse une lettre indiquant quelle pourrait être la contribution de la CCE. Il dit également espérer que ces travaux offriront la possibilité de renforcer les relations avec le CCPM.

Point 10 Préparatifs de la conférence de presse

Les représentants suppléants informent le Secrétariat que la conférence de presse n'aura pas lieu en raison de l'absence des ministres Dion et Cardenas. Ils adoptent néanmoins le communiqué ministériel afin qu'il soit publié (voir l'annexe I).

Point 11 Mot de la fin

Pour clore la session, le représentant suppléant mexicain déclare que la prochaine étape consistera à se réunir au plus vite, éventuellement au cours de la troisième semaine de juillet, afin d'examiner l'ébauche du Plan opérationnel et de se pencher sur l'avenir des groupes de travail. Le représentant suppléant américain convient qu'il est important de tenir une réunion le plus tôt possible et suggère de distribuer un projet de calendrier des réunions. À la suite d'une demande du représentant suppléant canadien, un membre du Secrétariat déclare que l'ébauche du Plan opérationnel devrait être transmise aux Parties au cours du mois de juillet, mais promet de confirmer cette date sous peu. Le représentant suppléant mexicain affirme que le Plan opérationnel représente un élément essentiel pour le Mexique, et fait remarquer que la CCE ne peut se permettre une autre année de transition.

Les représentants suppléants adoptent et signent la résolution n° 05-06 prescrivant l'« expansion des partenariats avec le secteur privé et d'autres intéressés ».

Avant de lever la séance à huis clos, le représentant suppléant canadien remercie ses homologues d'avoir contribué à la réussite de cette séance.

Point 12 Séance publique

À la suite des observations préliminaires de la nouvelle présidente du CCPM, M^{me} Jane Gardner, quant au déroulement de cette séance, un membre du CCPM fait état des conclusions de l'atelier public sur les besoins et les possibilités en matière de renforcement des capacités des secteurs privé et sans but lucratif qui s'est tenu la veille. Un membre de l'assistance rend ensuite compte des conclusions de la séance de réseautage qui s'est également tenue la veille. Ces exposés sont suivis de ceux d'orateurs choisis à l'avance. (Un compte rendu de toutes les interventions faites durant la partie publique de cette session figure à l'annexe J.)

Point 13 Conférence de presse de clôture

La tenue de la conférence de presse est annulée (voir le point 10).

Liste des participants

XII^e session ordinaire du Conseil, 21, 22 et 23 juin 2005, Québec, Canada**1. Ahmed, Karim**

Director, International Program
National Council for Science & the
Environment
1707 H Street NW Suite 200
Washington, D.C. 20006
United States
Tel: 202 530 5810
Fax: 202 628 4311
E-mail: ahmed@ncseonline.org

2. Allan, Elyse

President & CEO
General Electric Canada
2300 Meadowdale Blvd.
Mississauga, Ontario L5N 5P9
Canada
Tel: 905 858 6645
Fax: 905 858 5271
E-mail: elyse.allan@ge.com

3. Alvarez Castillo, Alberto

Profesor - Investigador
Instituto Tecnológico de Zacatepec
Calzada Tecnológico 27
Zacatepec, Morelos 62780
México
Tel: 011 52 734 343 1394 x 256
Fax: 011 52 734 343 4141
E-mail: nuabli@hotmail.com
nuabli@lycos.com

4. Arangua Morales, Héctor

Director Ejecutivo
FUNTEC
Manuel Ma. Contreras # 133
1er piso Col. Cuauhtémoc
México, DF 06597
México
Tel: 011 52 555 566 5686
Fax: 011 52 555 592 6882
E-mail: harangua@funtec.org

5. Auger, Laurent

Executive Assistant, Alberta Minister of
Environment
Alberta Environment
423 Legislative Building, 10800- 97 Ave.
Edmonton, Alberta T5K 2B6
Canada
Tel: 780 427 2391
Fax: 780 422 6259
E-mail: laurent.auger@gov.ab.ca

6. Ayala Soto, Luis Felipe

Secretario
Comite Pro Limpieza del Rio Magdalena
Hermanos Talamantes No. 1295
Hermosillo, Sonora 83170
México
Tel: 011 52 662 219 0767
Fax: 011 52 662 219 0767
E-mail: lfayalas@hotmail.com

7. Ayres, Judith E.

Assistant Administrator
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20004
United States
Tel: 202 564 2778
Fax: 202 565 2407
E-mail: huffman.linda@epa.gov

8. Babin, Chad

U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States

9. Baril, Pierre

Sous-ministre adjoint
Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs
Edifice Marie-Guyart
675 René-Levesque Est 30e étage
Ville de Québec, Québec G1R 5V7
Canada
Tel: 418 521 3860
E-mail: pierre.baril@mddep.gouv.qc.ca

10. Barnes, Allen

King & Spalding LLP
Atlanta, Georgia 30303
United States
Tel: 404 572 2709
E-mail: abarnes@kslaw.com

11. Barnett, Megan

Deputy to the Press Secretary
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 9828
E-mail: barnett.megan@epa.gov

12. Basurto, Daniel

Presidente de la Comisión de Ecología
CONCAMIN
Homero 1804-602 Col. Polanco
México, DF 11570
México
Tel: 011 52 555 395 1085
Fax: 011 52 555 395 1540
E-mail: dbasurto@lexcorp.com.mx

13. Bearden, Janet

Associate Director -
International Compliance Assurance
Division
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW MC
2254A
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 6245
Fax: 202 564 0073
E-mail: bearden.janet@epa.gov

14. Berubé, Gilles G.

Conseiller principal
Hydro-Québec
75 René - Levesque ouest, 2e étage
Montréal, Québec H2Z 1A4
Canada
Tel: 514 289 3629
Fax: 514 289 4977
E-mail: berube.gilles.g@hydro.qc.ca

15. Blanco Fornieles, Victor

Abogado General
Instituto Tecnológico Autónomo de México

Av. Camino a Sta. Teresa 930

México, DF 10700

México

Tel: 011 52 555 628 4029

Fax: 011 52 555 490 4643

E-mail: vblanco@itam.mx

16. Bordas - I - Cuscó, Agustí

Policy Advisor

Environment Canada

10 Wellington Street, 4th Floor

Gatineau, Quebec K1A 0H3

Canada

Tel: 819 956 5947

Fax: 819 997 0199

E-mail: agusti.bordas@ec.gc.ca

17. Bourget, Suzanne

Conseillère en communications

Environnement Canada

1141 route de l'église CP 10100

Ste-Foy, Québec G1V 4H5

Canada

Tel: 418 649 6510

Fax: 418 648 3859

E-mail: suzanne.bourget@ec.gc.ca

18. Boutilier, Guy

Alberta Minister of Environment

Alberta Environment

423 Legislative Building, 10800- 97 Ave.

Edmonton, Alberta T5K 2B6

Canada

Tel: 780 427 2397

Fax: 780 422 6259

E-mail: laurent.auger@gov.ab.ca

19. Bowman, Peter

International Trade Specialist

U.S. Dept. of Commerce

14th + Constitution Ave

Washington, D.C. 20230

United States

Tel: 202 482 8356

Fax: 202 482 5865

E-mail: peter_bowman@ita.doc.gov

20. Brevé, Daniel

Public Participation Coordinator

Commission de coopération
environnementale

393, rue St-Jacques Ouest

Montréal, Québec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4300

Fax: 514 350 4345

E-mail: dbreve@cec.org

21. Briseño Senosiain, Olga

Directora de Minería

SEMARNAT

Blvd. Adolfo Ruíz Contínes No. 4209 4to

piso Ala "B" Col. Jardines en la Montaña

México, DF 14210

México

Tel: 011 52 555 628 0760

Fax: 011 52 555 628 0758

E-mail: obriseno@semarnat.gob.mx

22. Brooke, Lorraine

Consultant

3745, St-Jacques West, Suite 220

Montréal, Québec H4C 1H3

Canada

Tel: 514 934 1218

23. Bulás Montoro, José Manuel

Titular de la Unidad de Asuntos

Internacionales

SEMARNAT

Blvd. Adolfo Ruíz Contínes No. 4209 1er

piso Col. Jardines en la Montaña

México, DF 14210

México

Tel: 011 52 555 628 3906

Fax: 011 52 555 628 0694

E-mail: maria.cardenas@semarnat.gob.mx

24. Caldwell, James

U.S. EPA

1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, D.C. 20460

United States

Tel: 202 564 6535

Fax: 202 564 6550

E-mail: caldwell.james@epa.gov

25. Callejas Linares, Alejandro

Director

Centro de Estudios para la
Sustentabilidad - Centro Universitario
Hispano Mexicano

Av. Laura #2

Xalapa, Veracruz 91180

México

Tel: 011 52 229 855 5827

Fax: 011 52 941 6000 0664

E-mail: acallejas@sustentabilidad.org

26. Calvo Méndez, Nidia Mariana

Coordinadora Ing. Ambiental

IBM de México, S.A.

Camino al Castillo #2200

El Salto, Jalisco 45680

México

Tel: 011 52 333 669 7318

Fax: 011 52 333 669 7256

E-mail: nidiamcm@mx1.ibm.com

27. Carpentier, Chantal Line

Head, Environment, Economy and
Trade Program

Commission de coopération
environnementale

393, rue St-Jacques Ouest

Montréal, Québec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4300

Fax: 514 350 4314

E-mail: clcarpentier@cec.org

28. Carrillo, Esther María

Assistant to the Environment, Economy
and Trade Program

Commission de coopération
environnementale

393, rue St-Jacques Ouest

Montréal, Québec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4300

Fax: 514 350 4314

E-mail: emcarrillo@cec.org

29. Carrillo, Oscar

Designated Federal Officer

U.S. EPA

655 15th St. NW Suite 800

Washington, D.C. 20005

United States

Tel: 202 233 0072

Fax: 202 233 0060

E-mail: carrillo.oscar@epa.gov

30. Cendejas Guizar, Josefina

Vicepresidente
ECOMORELIA
Evaristo Molina 41 Fracc. Mariano
Michelena
Morelia, Michoacan 58195
México
Tel: 011 52 443 326 8024
E-mail: josecen2002@yahoo.com.mx

31. Chanon, Keith

Program Manager, Pollutants and Health
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: kchanon@cec.org

32. Chartrand, Martin

Sr. System Analyst
Environment Canada
10 Wellington Street
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 994 4500
E-mail: martin.chartrand@ec.gc.ca

33. Christensen, Randy

Staff Lawyer
Sierra Legal Defence Fund
131 Water Street, suite 214
Vancouver, British Columbia V6B 4M3
Canada
Tel: 604 685 5618
Fax: 604 685 7813
E-mail: rchristensen@sierralegal.org

34. Christmas, Daniel

Senior Advisor
Membertou Band Council
Membertou Office 111, Membertou Street
Memberbou, Nova Scotia B1S 2M9
Canada
Tel: 902 564 6466 x 228
Fax: 902 539 6645
E-mail: danchristmas@membertou.ca

35. Clifford, Jerry

Deputy Assistant Administrator
U.S. EPA - Office of International Affairs
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20004
United States
Tel: 202 564 6600
Fax: 202 565 2407
E-mail: clifford.jerry@epa.gov

36. Cloghesy, Michael

President
Conseil patronal de l'environnement du
Québec
206 - 640 St. Paul W.
Montréal, Québec H3C 1L9
Canada
Tel: 514 393 1122
Fax: 514 393 1146
E-mail: cpeq@generation.net

37. Cloutier, Bernard

Informatics Support
Environment Canada
10 Wellington Street
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 5207
Fax: 819 997 3331
E-mail: bernard.cloutier@ec.gc.ca

38. Cocksedge, Wendy

Coordinator, Research & Extension
Centre for Non-timber Resources, Royal
Roads University
2005 Sooke Road
Victoria, British Columbia V9B 5Y2
Canada
Tel: 250 391 2600 x 4469
Fax: 250 391 2563
E-mail: wendy.cocksedge@royalroads.ca

39. Collette, Chip

United States - GAC
PO Box 10161 (108 Winn Cay Drive)
Tallahassee, Florida 32302 - 2161
United States
Tel: 850 245 2220
Fax: 850 245 2297
E-mail: chip.collette@dep.state.fl.us

40. Corado, Ana I.

Environmental Engineer
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States

Tel: 202 564 0140
E-mail: corado.ana@epa.gov

41. Correa, Adriana Nelly

Profesor Investigador
Centro de Calidad Ambiental - ITESM
Campus Monterrey
Av. Eugenio Garza Sada No. 2501 Sur
Monterrey, Nuevo León 64849
México
Tel: 011 52 818 328 4032
Fax: 011 52 818 359 6280
E-mail: ancs@itesm.mx

42. Correa, Sylvia

CEC Team Leader
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20015
United States
Tel: 202 564 6443
E-mail: correa.sylvia@epa.gov

43. Cortés, María Esther

Directora Programa Tóxicos y Salud
Colectivo Ecologista Jalisco
Ley 2985 - 1 Residencial Juan Manuel
Guadalajara, Jalisco 44680
México
Tel: 011 52 333 342 3270
Fax: 011 52 333 615 0948
E-mail: maite@cej.org.mx

44. Cosgrove, William

Président
BAPE
575, rue Saint-Amable bur. 210
Ville de Québec, Québec G1R 6A6
Canada
Tel: 418 643 7447
Fax: 418 643 9474
E-mail: william.cosgrove@bape.gouv.qc.ca

45. Crain, Ian K.

Consultant
PO Box 20185, RPO Rideau East
Ottawa, Ontario K1N 9P4
Canada
Tel: 613 744 5653

46. Cun, Mike Mircea

I.T. Support
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: mmcun@cec.org

47. Cyr, Suzanne

Physical Security Officer
Environment Canada
1040 St. Joseph Blvd.
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 8126
Fax: 819 953 8235
E-mail: suzanne.cyr@ec.gc.ca

48. Côté, Mario

Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314

49. Daoust, Nathalie

Council Secretary
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: ndaoust@cec.org

50. David, Johanne

French Managing Editor
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: jdavid@cec.org

51. De Windt, Claudia

Legal Specialist
Organization of American States
1889 F St. Suite 623
Washington, D.C. 20006
United States
Tel: 202 458 6914
Fax: 202 458 3560
E-mail: cdewindt@oas.org

52. Delgadillo, Eduardo

Administrator
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: asilvaroli@cec.org

53. Delisle, André

President Transfert Environnement
Comité consultatif national (Canada)
1325, Av. Charles Huot CP 42008 Succ.
Saint Louis
Sainte-Foy, Québec G1W 4Y3
Canada
Tel: 418 872 7110
Fax: 418 872 6912
E-mail: adelisle@transenvironnement.qc.ca

54. Des Rochers, Thérèse

Etudiante en maîtrise
Institut des sciences de l'environnement
UQAM
511, rue Saint Madeleine
Montréal, Québec H3K 2L1
Canada
Tel: 514 933 8780
Fax: 514 933 8780
E-mail: tdesrochers@sympatico.ca

55. Desai, Dinkerrai

Environmental Coordinator
U. S. Army Material Command
Fort Monmouth, New Jersey 07703
United States
Tel: 732 532 1475
Fax: 732 532 6263
E-mail: desai@mail1.monmouth.army.mil

56. Dion, Stéphane

Minister of the Environment
Environment Canada
10 Wellington St, 28th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 997 1441
Fax: 819 953 3457
E-mail: stephane.dion@ec.gc.ca

57. Domínguez Cortés, Adriana

Reportera Investigadora
ABC Noticias
Basilio Bachollo #40 Col.Tabacalera
México, DF 06030
México
E-mail:
adrianadominguezc@yahoo.com.mx

58. Donner, John

Assistant Deputy Minister
Alberta Environment
10th Floor, 9915 - 108 St.
Edmonton, Alberta T5K 2G8
Canada
Tel: 780 415 8183
E-mail: john.donner@gov.ab.ca

59. Dorff, Michael

U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 501 0825
E-mail: dorff.michael@epa.gov

60. Duran, Arturo

Commissioner
International Boundary and Water
Commission - United States Section
4171 North Mesa, Suite C-100
El Paso, Texas 79902-1441
United States
Tel: 1 800 262 8857
E-mail: arturoduran@ibwc.state.gov

61. Dépôt, Jean Guy

Président
Association des propriétaires riverains
du Lac Bowker
20, chemin du Lynx, Lac Bowker
Orford, Québec J1X 6V7
Canada
Tel: 450 532 4684
Fax: 450 532 4684
E-mail: lacbowker@cooptel.qc.ca

62. Elgie, Stewart

Professor
University of Ottawa
57 Louis Pasteur Po Box 450 Stn. A
Ottawa, Ontario K1N 6N5
Canada
Tel: 613 562 5800 x 2525
E-mail: selgie@uottawa.ca

63. Elhadj, Malika

Communications Assistant
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: melhadj@cec.org

64. Embriaco, Riccardo

Controler
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: rembriaco@cec.org

65. Everhardus, Elizabeth

Manager Communications and Sr. Project
Manager
Pollution Probe
625 Church St. Suite 402
Toronto, Ontario M4Y 2G1
Canada
Tel: 416 926 1907 x 239
Fax: 416 926 1601
E-mail: eeverhardus@pollutionprobe.org

66. Ferguson, Kimberley

Legal Officer
Foreign Affairs Canada
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada
Tel: 613 992 1990
Fax: 613 992 6483
E-mail:
kimberley.ferguson@international.gc.ca

67. Ferron-Tripp, Spencer

Media and Outreach Officer
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: sftripp@cec.org

68. Flores, Daniel

U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 0838
E-mail: flores.daniel@epa.gov

69. Gagné, Kathleen

Analyste de politiques
Environnement Canada
1141 route de l'église CP 10100
Ste-Foy, Québec G1V 4H5
Canada
Tel: 418 648 4506
Fax: 418 649 6213
E-mail: kathleen.gagne@ec.gc.ca

70. Gallagher, Tim

Senior Policy Analyst
Environment Canada
10 Wellington Street, 4th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 6073
Fax: 819 953 9412
E-mail: tim.gallagher@ec.gc.ca

71. Gardner, Jane

Manager and Counsel
Remediation Programs - Corporate
Environmental Programs - General
Electric Company
3135 Easton Turnpike
Fairfield, Connecticut 06431
United States
Tel: 203 373 2932
Fax: 203 373 2683
E-mail: Jane.gardner@corporate.ge.com

72. Garver, Geoffrey

Director, Submissions on
Enforcement Matters Unit
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: dmillan@cec.org

73. Gaul, Alain

Chef de cabinet
Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
Edifice Marie-Guyart
675 René-Levesque Est 30e étage
Ville de Québec, Québec G1R 5V7
Canada
Tel: 418 521 3813 x 4107
Fax: 418 646 4920
E-mail: alain.gaul@mddep.gouv.qc.ca

74. Gerardin, Vincent

Membre du Groupe de travail sur
la conservation de la biodiversité
Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
(Québec)
675, boul, René-Lévesque Est
Québec, Québec G1R 5V7
Canada
Tel: 418 932 4358
Fax: 418 646 6169
E-mail:
vincent.gerardin@mddep.gouv.qc.ca

75. Gingras, Chantal

Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: mcote@cec.org

76. Golledge, Robert

Commissioner
Massachusetts Department of
Environmental Protection
One Winter Street, 2nd Floor
Boston, Massachusetts 02108
United States
Tel: 617 292 5856
Fax: 617 574 6880
E-mail: Robert.Golledge@state.ma.us

77. González, Ignacio

Program Manager, Law and Policy
Program
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: igonzalez@cec.org

78. González Viadas, Eduardo

Director General y Conductor
Planeta Azul
Paseo de la Reforma 23-A 3er Piso
México, DF 06040
México
Tel: 011 52 555 228 8909
Fax: 011 52 555 228 8908
E-mail: eviadas@hotmail.com
eduardoviadas@yahoo.com.mx

79. González-Dávila, Germán

Director de Políticas Ambientales
Globales y Asesor del Subsecretario de
Planeación y Política Ambiental
SEMARNAT
Bld. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209 -
Piso 4 Col. Jardines en la Montaña
México, DF 14210
México
Tel: 011 52 555 490 0981
Fax: 011 52 555 628 0794
E-mail:
german.glzdavila@semarnat.gob.mx

80. Gover, Lisa

Committee Member
U.S. GAC
2501 Rio Grande Blvd. NW
Albuquerque, New Mexico 87104
United States
Tel: 505 242 2175
Fax: 505 242 2654
E-mail: lgover@ntec.org

81. Greene, Adam

Vice President
USCIB
1212 Ave. of the Americas, Suite 2100
New York, New York 10036
United States
Tel: 212 703 5056
Fax: 212 575 0327
E-mail: agreene@uscib.org

82. Grimaldi, Federico

Gerente Ecología
Camara Nacional de la Industria de
Aceites, Grasas, Jabones y Detergentes
Cordoba No. 10 Col. Roma
México, 06700
México
Tel: 011 52 555 511 5263
Fax: 011 52 555 511 9218
E-mail: fgrimaldi371@msn.com

83. Guerrero, Hernando

Director
Commission de coopération
Environnementale
Mexico Liaison Office
Progreso No. 3
Viveros de Coyoacán
México, DF 04110
México
Tel: 011 52 555 659 5021
Fax: 011 52 555 659 5023
E-mail: shernandez@cec.org

84. Gómez, Yamirka

Assistant to the Council Secretary
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: ygomez@cec.org

85. Halley, Paule

Professeure
Faculté de Droit
Université Laval
Ville de Québec, Québec G1K 7P4
Canada
Tel: 418 656 2131 x3034
Fax: 418 656 7230
E-mail: paule.halley@fd.ulaval.ca

86. Hanak, Daryl

International Trade Counsel
Alberta International and
Intergovernmental Relations
12th Flr. Commerce Place 10155
102 Street
Edmonton, Alberta T5J 4G8
Canada
Tel: 780 422 1339
Fax: 780 427 0699
E-mail: daryl.hanak@gov.ab.ca

87. Harrington, Xan

U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
E-mail: harrington.xan@epa.gov

88. Harris, Phyllis P.

Deputy Assistant Administrator
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20004
United States
Tel: 202 564 2440
Fax: 202 501 3842
E-mail: harris.phyllis@epa.gov

89. Hazen, Susan B.

Senior Official
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 2910
E-mail: hazen.susan@epa.gov

90. Heinbecker, Yasemin

Legal Officer
 Foreign Affairs Canada
 125 Sussex Drive
 Ottawa, Ontario K1A 0G2
 Canada
 Tel: 613 944 0747
 Fax: 613 992 6483
 E-mail:
 yasemin.heinbecker@international.gc.ca

91. Henriques, Irene

Schulich School of Business
 York University
 4700 Keele Street
 Toronto, Ontario M3J 1P3
 Canada
 Tel: 416 736 5068
 E-mail: ihenriqu@schulich.yorku.ca

92. Herrmann, Hans

Head, Conservation and Biodiversity
 Program
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: hherrman@cec.org

93. Hollas, Annette

Coop Student
 Environment Canada
 10 Wellington Street
 Gatineau, Quebec K1A 0H3
 Canada
 Tel: 819 953 5979
 Fax: 819 997 0499
 E-mail: annette.hollas@ec.gc.ca

94. Howells, Alison

Director of Environmental Initiatives
 New Brunswick Lung Association
 65 Brunswick St.
 Fredericton, New Brunswick E3B 1G5
 Canada
 Tel: 506 455 8961 x110
 Fax: 506 455 8961
 E-mail: alison.howells@nb.lung.ca

95. Iannone, Leonardo

Policy Advisor
 Environment Canada
 10 Wellington Street, 4th Floor
 Gatineau, Quebec K1A 0H3
 Canada
 Tel:
 Fax: 819 997 0199
 E-mail: leonardo.iannone@ec.gc.ca

96. Ibarra Rodriguez, Rolando

Legal Officer, Submissions
 on Enforcement Matters Unit
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: dmillan@cec.org

97. Jarvis, Bill

Director General
 Environment Canada
 10 Wellington Street, 24th Floor
 Gatineau, Quebec K1A 0H3
 Canada
 Tel: 819 953 0344
 Fax: 819 953 5916
 E-mail: bill.jarvis@ec.gc.ca

98. Johnson, Stephen L.

Administrator
 U.S. EPA
 1300 Pennsylvania Ave. NW
 Washington, D.C. 20460
 United States
 Tel: 202 564 4711
 E-mail: johnson.stephen@epa.gov

99. Jones, Marshall

Deputy Director
 U.S. Fish and Wildlife Service
 1849 C Street, N.W., Room 3256
 Washington, D.C. 20240
 United States
 Tel: 202 208 4545
 Fax: 202 208 6965
 E-mail: marshall_jones@fws.gov

100. Kalbacher, Karl

City Councilman
 United States - GAC
 420 Arbour Drive
 Newark, Delaware 19713
 United States
 Tel: 410 316 7982
 Fax: 410 455 9914
 E-mail: kkalbacher@comcast.net

101. Kennedy, William

Executive Director
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: slecuyer@cec.org

102. Kirk, Douglas

English Managing Editor
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: dkirk@cec.org

103. Knox, John

Professor
 Penn State University
 150 South College St.
 Carlisle, Pennsylvania 17013
 United States
 Tel: 717 741 3904
 Fax: 717 240 5126
 E-mail: jhknox@psu.edu

104. Kortuem, Patrice

Senior Advisor
 U.S. EPA
 1200 Pennsylvania Ave. NW
 Washington, D.C. 20460
 United States
 Tel: 202 564 8347
 E-mail: kortuem.patrice@epa.gov

105. L'Ecuyer, Sylvie

Executive Assistant
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: slecuyer@cec.org

106. Lachapelle, Céline

Coordinatrice Programme Z.P.
Environnement Canada
1141 route de l'Eglise
Sainte-Foy, Québec G1V 5B3
Canada
Tel: 418 648 3344
E-mail: lachapelle.celine@ec.gc.ca

107. Lachaine, Ginette

Gestionnaire de bureau
Environnement Canada
10 Wellington Street, 4th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 6905
Fax: 819 997 0199
E-mail: ginette.lachaine@ec.gc.ca

108. Lamarre, André

Director of Communications
and Senior Advisor to the Minister
Environnement Canada
10 Wellington Street
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 997 1441
Fax: 819 994 6689
E-mail: andre.lamarre@ec.gc.ca

109. Lambert, Gordon

Vice President
Suncor Energy Inc.
PO Box 38, 112 4th Ave. S.W.
Calgary, Alberta T2P 2V5
Canada
Tel: 403 269 8720
E-mail: glambert@suncor.com

110. Lapierre, Louise

Conseillère
Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs
Edifice Marie-Guyart
675 René-Levesque Est 29e étage
Ville de Québec, Québec G1R 5V7
Canada
Tel: 418 521 3828
Fax: 418 644 4598
E-mail:
louise.lapierre@mddep.gouv.qc.ca

111. Larkin, Peter

Sr. Vice President - Government
Relations
ML Strategies, LLC
One Financial Center
Boston, Massachusetts 02111
United States
Tel: 617 348 3039
Fax: 617 542 2241
E-mail: plarkin@mlstrategies.com

112. Lemieux, Christine

425, rue de Malines
Montréal, Québec H2L 1J3
E-mail: clemieux@cec.org

113. Lloyd, Evan

Director of Communications
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: elloyd@cec.org

114. Loera García, Oscar

Director General de Delitos
Federales contra el Ambiente y Litigio
PROFEPA
Edificio AJUSCO Carretera Picacho-
Ajusco 200 Col. Jardines en la Montaña
México, DF 14210
México
Tel: 011 52 555 631 7460
Fax: 011 52 555 2615 2038
E-mail: oloera@correo.profepa.gob.mx

115. Lorea, Alejandro

Director Ejecutivo
CESPEDES
Lancaster 15 4o piso
México, DF 06600
México
Tel: 011 52 555 229 1130
Fax: 011 52 555 229 1133
E-mail: alorea@cce.org.mx

116. Loreto Gay, Gabriela

Directora
Ecotienda y Consumo Responsable San
Francisco
Calle Egipto #1 Centro
San Francisco, Nayarit 63732
México
Tel: 011 52 311 258 4256
E-mail: gabrielaloreto@hotmail.com

117. Lybbert, Lisa

Deputy Associate Administrator for
Public Affairs
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 6436
Fax: 202 501 1328
E-mail: lybbert.lisa@epa.gov

118. López, Miguel

Spanish Managing Editor
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: mlopez@cec.org

119. Mackay-Alie, Jenna

Director Americas Branch
Environnement Canada
10 Wellington Street, 4th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 994 1670
Fax: 819 997 0199
E-mail: Jenna.Mackay-Alie@ec.gc.ca

120. Mahfood, Stephen

Chairman
United States - GAC
7311 North Shore Drive
Hartsburg, Missouri 65039
United States
Tel: 573 751 4732
Fax: 573 751 7627
E-mail: steve.mahfood@cs.com

121. Mariscal Alvarado, Sergio Pablo

Director General
Instituto Tecnológico Superior de CAJEM
Carretera Int. a Nogales Km. 2 Salida
Nogales
Cd. Obregon, Sonora 85050
México
E-mail: spma2000@itesca.edu.mx

122. Martínez Peralta, Claudia María

Master of Science
Individual
J. Sigueros No. 1117 esq. Col.
Magisteriales
Hermosillo, Sonora 83170
México
Tel: 011 52 622 103 3661
Fax: 011 52 662 214 6508
E-mail: clamtz@hotmail.com

123. McDonald, Patricia

Consultant
4420 Berry Drive No. 3822
Wilson, Wyoming 83014
United States
Tel: 307 734 2758
Fax: 307 734 2758
E-mail: pattyamcdonald@earthlink.net

124. McGovern, David

Acting Assistant Deputy Minister
International Affairs
Environment Canada
10 Wellington Street, 4th Floor Room
454A
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 934 6020
Fax: 819 997 0199
E-mail: david.mcgovern@ec.gc.ca

125. McLeod, Barbara

Acting Director, Office of Policy
U.S. EPA - Office of International Affairs
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20004
United States
Tel: 202 564 6474
Fax: 202 565 2411
E-mail: mcLeod@barbara@epa.gov

126. Merin, Alejandro

Vicepresidente
CANIECO
Alonso de Villaseca 209
México, DF 03630
México
Tel: 011 52 555 860 0221
Fax: 011 52 555 860 1273
E-mail: amerin@quimicawimer.com

127. Millan, Doris

Submissions on Enforcement Matters Unit
Assistant
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: dmillan@cec.org

128. Miller, Paul

Program Manager, Air Quality
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: pmiller@cec.org

129. Morales Carmona, José Luis

Director General
ECO-SOL, A.C.
Río Colorado No. 10121 Col.
Revolución
Tijuana, Baja California 22400
México
Tel: 011 52 664 686 3956
Fax: 011 52 664 686 3956
E-mail: ecosol@telnor.net

130. Morin, Sophie

Professionnelle de recherche
Ecole nationale d'administration
publique
570, boul. Charest est # 507
Ville de Québec, Québec G1K 9G3
Canada
Tel: 418 641 3000 x 6339
Fax: 418 641 3060
E-mail: sophie.morin@enap.ca

131. Morin, Jocelyne

JPAC Assistant
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: jmorin@cec.org

132. Morissette, Brigitte

Correspondante au Mexique
Radio - Canada
Cordoba 93 depto 1 Col. Roma
México, DF 6700
México
Tel: 011 52 555 514 3583
Fax: 011 52 555 514 3583
E-mail: bmorissette@axtel.net

133. Mulcair, Thomas J.

Ministre
Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
Edifice Marie-Guyart
675 René-Levesque Est 30e étage
Ville de Québec, Québec G1R 5V7
Canada
Tel: 418 521 3911
E-mail: ministre@mddep.gouv.qc.ca

134. Mullally, Howlan

Representative
Atlantic Canada Energy Coalition
1312 Robie St. c/o Dalhousie School for
Resource and Environmental Studies
Halifax, Nova Scotia
Canada
Tel: 902 494 1365
Fax: 902 494 3728
E-mail: mullallh@dal.ca

135. Murphy, Michael

Senior Vice President, Policy Department
Canadian Chamber of Commerce
350 Sparks Street Suite 501
Ottawa, Ontario K1R 7S8
Canada
Tel: 613 238 4000 x 236
Fax: 613 238 7643
E-mail: mmurphy@chamber.ca

136. Muñoz Sevilla, Patricia

Doctor
Instituto Politécnico Nacional
Luis Enrique Enno s/n Col. Zacatenco
México, DF 07738
México
Tel: 011 52 555 562 9582
Fax: 011 52 555 729 6022
E-mail: nmunoz@ipn.mx

137. Niedda, Teresa

Director
FarmWorker, Health and Safety Institute
4 South Delsea Drive, Po Box 510
Glassboro, New Jersey 08028
United States
Tel: 856 881 2507
Fax: 856 881 2029
E-mail: fhsinj@aol.com

138. Nix, Maya

Intern
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314

139. Olson, Bryan

Chief - Federal Facilities Superfund
Section
U.S. EPA
1 Congress Street, Suite 1100
Boston, Massachusetts 02114
United States
E-mail: olson.bryan@epamail.epa.gov

140. Opalka, Katia

Legal Officer, Submissions
on Enforcement Matters Unit
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: dmillan@cec.org

141. Orozco, Marcela

JPAC Liaison Officer
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: morozco@cec.org

142. Ortiz, Loretta

Directora Facultad de Derecho
Universidad Iberoamericana
Prolongación Paseo de la Reforma # 880
México, DF 01730
México
Tel: 011 52 555 950 4246
Fax: 011 52 555 950 4244
E-mail: loretta.ortiz@uia.mx

143. Ouellette, Hugues

Chimiste
Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
(Québec)
Edifice Marie-Guyart
675 René-Levesque Est 9ème étage
Ville de Québec, Québec G1R 5V7
Canada
Tel: 418 521 3950
Fax: 418 644 3386
E-mail: hugues.ouellet@mddep.gouv.qc.ca

144. Pachon, Carlos

Special Assistant
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 9117
E-mail: pachon.carlos@epa.gov

145. Parenteau, Paul

Ministère des relations internationales
525 boul. René-Levesque est
Ville de Québec, Québec G1R 5R9
Canada
Tel: 418 649 2312
E-mail: paul.parenteau@mri.gouv.qc.ca

146. Paz-Miller, Liliana

Logistics Coordinator
Meeting Services
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4345
E-mail: lpmler@cec.org

147. Pelletier, Julie

Manager
Environment Canada
10 Wellington Street, 4th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 956 4109
Fax: 819 997 0199
E-mail: julie.pelletier@ec.gc.ca

148. Perras, Jean

Président
Comité consultatif national (Canada)
100 Old Chelsea Road
Chelsea, Québec J9B 1B8
Canada
Tel: 819 827 1124
E-mail: j.perras@chelsea.ca

149. Perrault, Anne M.

Senior Attorney for Biodiversity & Trade
Center for International Environmental
Law
1367 Connecticut Ave., NW Suite 300
Washington, D.C. 20036
United States
Tel: 202 785 8700
Fax: 202 785 8701
E-mail: aperrault@ciel.org

150. Petersen, Rose-Marie

Policy Advisor
Environment Canada
10 Wellington Street, 4th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 9774
Fax: 819 997 0199
E-mail: rose-marie.petersen@ec.gc.ca

151. Phare, Merrell-Ann

Executive Director / Legal Counsel
Centre for Indigenous Environmental
Ressources
3rd Floor, 245 McDermont Ave.
Winnipeg, Manitoba R3B 0S6
Canada
Tel: 204 956 0660
Fax: 204 956 1895
E-mail: maphare@cier.ca

152. Porras Calderón, Ma. Elena

Directora de Aspectos Comerciales
SEMARNAT
Bld. Adolfo Ruiz Cortinez,
No. 4209 Piso 1 Ala A
Col. Jardines en la Montaña
México, DF 14210
México
Tel: 011 52 555 628 3910
Fax: 011 52 555 628 0694
E-mail: elena.porras@semarnat.gob.mx

153. Pringle, Gary

Deputy Director
Foreign Affairs Canada
111 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1N 1J1
Canada
Tel: 613 996 2110
Fax: 613 995 9525
E-mail: gary.pringle@international.gc.ca

154. Ready, Richard

Assistant Professor
Consortium for Atlantic Regional
Assessment - CARA
112A Army Bldg.
University Park, Pennsylvania 16802
United States
Tel: 814 863 5575
Fax: 814 865 3746
E-mail: rready@psu.edu

155. Rhainds, Marc

Medical Scientific Advisor
PAHO - collaborating center on
Environmental Health impact assessment
and surveillance
945 Wolfe
Sainte-Foy, Québec G1V 5B3
Canada
Tel: 418 650 4115 x 5215
Fax: 418 666 9991
E-mail: marc.rhainds@crchul.ulaval.ca

156. Rincón Mejía, Eduardo

Profesor Investigador
Universidad Autónoma del Estado de
México
Cerro de Coatepec s/n, Ciudad
Universitaria
Toluca, Estado de México 51130
México
Tel: 011 52 722 214 0855 x 222
E-mail: rinconsolar@hotmail.com

157. Rincón Valdés, Carlos Armando

1100 Norte Stantol, Suite 805
El Paso, Texas 79902
United States
Tel: 915 543 9292
E-mail:
crincon@environmentaldefense.org

158. Risch, Robert

Regional Mgr. - State Government
Relations Coordinator
General Electric
405 Nahant Road
Nahant, Massachusetts 01908
United States
Tel: 781 594 1297
Fax: 781 594 5317
E-mail: robert.risch@ae.ge.com

159. Romero Cuevas, Beatriz Eugenia

Profesora - Investigadora
Universidad de la Ciudad de México
San Lorenzo 290, Col. Del Valle
México, DF 03100
México
Tel: 011 52 555 658 9946
Fax: 011 52 555 659 1480
E-mail: informada@gmail.com

160. Roy, Martin

Senior Policy Advisor Trade and
Environment
Foreign Affairs Canada
111 Sussex Dr. 2nd Floor, Rideau
Pavilion
Ottawa, Ontario K1N 1J1
Canada
Tel: 613 944 3175
Fax: 613 995 9525
E-mail: martin.roy@international.gc.ca

161. Roy, Louise

Membre
Comité consultatif national (Canada)
3855 ave. Northcliffe
Montréal, Québec H4A 3K9
Canada
Tel: 514 481 2576
Fax: 514 481 5376
E-mail: lrse@sympatico.ca

162. Ruiz, Nadtya

Environmental Scientist
U.S. EPA
1300 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20004
United States
Tel: 202 564 1391
Fax: 202 565 2409
E-mail: ruiz.nadtya@epa.gov

163. Sakellarides, Vassili

Deputy Departmental Security Officer
Environment Canada
1040 St. Joseph Blvd.
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 994 4895
Fax: 819 953 8235
E-mail: vassili.sakellarides@ec.gc.ca

164. Sancho, Marian

Translations Coordinator
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: msancho@cec.org

165. Sandoval, Carlos

Presidente
Consejo Nacional de Industriales
Ecologistas
Gabriel Mancera No. 1141, Col. del Valle
México, DF 03100
México
Tel: 011 52 555 559 1915
Fax: 011 52 555 575 2337
E-mail: ecologia@conieco.com.mx

166. Saracho Aguilar, Erik Eduardo

Director
HOJANAY, A.C.
Retorno Camboya 4
San Francisco, Nayarit 63732
México
Tel: 011 52 311 258 4031
Fax: 011 52 311 258 4031
E-mail: hojanay@prodigy.net.mx

167. Scharf, James

Client Support Specialist
Environment Canada
70 Cremazie
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 934 3753
E-mail: james.scharf@ec.gc.ca

168. Schwartz, Sandra

Policy Advisor - Office of the Minister of
the Environment
Environment Canada
10 Wellington Street 28th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 997 1441
Fax: 819 997 2742
E-mail: sandra.schwartz@ec.gc.ca

169. Sepúlveda Valle, Héctor Javier

Carlos B. Zetina, No. 80, Fraccionamiento
Industrial Xalostoc
Ecatepec, Estado de México 55340
México
Tel: 011 52 555 747 6406 x 1900
E-mail: hsepulveda@fjcorona.com.mx

170. Shapiro, Pamela

Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314

171. Snider, Carrie

Conference Coordinator
Environment Canada
10 Wellington Street Room 439
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 953 0224
Fax: 819 994 6227
E-mail: carrie.snider@ec.gc.ca

172. Sonntag, William

Chief of Staff - Office of Environmental
Information
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 3871
E-mail: sonntag.william@epa.gov

173. Stoub, Jeffrey

Publications Manager
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: jstoub@cec.org

174. Sunderland, Victoria

Environment Canada
10 Wellington Street 4th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Tel: 819 956 5908
Fax: 819 997 0199
E-mail: victoria.sunderland@ec.gc.ca

175. Sánchez-Colón, Salvador

Director General de Estadística e
Información Ambiental
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortinez, No. 4209,
Col. Jardines en la Montaña
México, DF 14210
México
Tel: 011 52 555 628 0854
Fax: 011 52 555 628 0853
E-mail: ssanchez@semarnat.gob.mx

176. Theresa, Kelly

Communications Advisor
Environment Canada
13 Crosspointe Ave.
Ottawa, Ontario K2G 6N2
Canada
Tel: 819 953 1707
Fax: 819 953 6789
E-mail: theresa.kelly@ec.gc.ca

177. Tingley, Donna

Executive Director
Clean Air Strategic Alliance
10035, 108 Street NW, Floor 10
Edmonton, Alberta T5J 3E1
Canada
Tel: 780 427 9793
Fax: 780 422 3127
E-mail: dtingley@casahome.org

178. Toledo Merediz, José Ricardo

Dir. Tecnología Ambiental
 Universidad Tec de Tijuana
 Carr. Tijuana - Tecate Km. 10 s/n Fracc.
 El Refugio
 Tijuana, Baja California
 México
 Tel: 011 52 664 971 7036
 Fax: 011 52 664 971 7036
 E-mail: jrtoledom@hotmail.com

179. Tremblay, Caludie

Officier d'environnement
 Défense Nationale
 CP 1000 Suc. Forces
 Courcelette, Québec G0A 4Z0
 Canada
 Tel: 418 844 5000 x 6701
 E-mail: tremblay.cz@forces.gc.ca

180. Trip, Luke

Program Manager,
 Sound Management of Chemical
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: ltrip@cec.org

181. Troche, Luis

International Relations Specialist
 U.S. EPA - Office of International Affairs
 1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2660R
 Washington, D.C. 20460
 United States
 Tel: 202 564 7259
 Fax: 202 565 2409
 E-mail: troche.luis@epa.gov

182. Turgeon, Marc

Avocat, chargé de projets
 Centre québécois du droit de
 l'environnement
 1255, rue University, bureau 514
 Montréal, Québec J8P 1Y9
 Canada
 Tel: 514 861 7022
 Fax: 514 861 8949
 E-mail: mturgeon@cqde.org

183. Van Hoogstraten, David

Dept. of State
 United States

184. Vandenberghe, Alaric

Ministère du Développement durable, de
 l'Environnement et des Parcs
 675 René Lévesque Est
 Ville de Québec, Québec G1R 5V7
 Canada
 Tel: 418 521 3930 x 4524
 Fax: 418 646 6560
 E-mail:
 alaric.vandenberghe@mddep.gouv.qc.ca

185. Varela, Elva Denisse

Lawyer
 1101 Andres Dorantes
 Juárez, Chihuahua 32459
 México
 Tel: 011 52 656 167 7744
 E-mail: denisse_varela@ixp.net

186. Vetter, Darci

Director of Sustainable Development
 Office of the U.S. Trade Representative
 600 17th St. NW
 Washington, D.C. 20508
 United States
 Tel: 202 395 9629
 Fax: 202 395 9517
 E-mail: dvetter@ustr.gov

187. Villasana, Jesus

Presidente & CEO
 Transportes Aguila
 3909 Durazno
 El Paso, Texas 79905
 United States
 Tel: 915 544 9319
 Fax: 915 544 0417
 E-mail: villasana7@yahoo.com

188. Volpini, Lauren

International Affairs Specialist
 U.S. EPA
 1300 Pennsylvania Ave. NW
 Washington, D.C. 20004
 United States
 Tel: 202 564 2027
 Fax: 202 565 2409
 E-mail: volpini.lauren@

189. Vulpescu, Mihaela

Legal Scrub Coordinator
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: mvulpescu@cec.org

190. Wallis, Cliff

Past-President
 Alberta Wilderness Association
 615 Deercroft Way SE
 Calgary, Alberta T2J 5V4
 Canada
 Tel: 403 271 1408
 E-mail: deercroft@shaw.ca

191. Wesson, Dolores

Vice-Chair
 University of California
 7211 Fay Ave.
 La Jolla, California 92037
 United States
 Tel: 619 992 2506
 E-mail: dwesson@ucsd.edu

192. White, Rebecca

U.S. EPA
 1200 Pennsylvania Ave. NW
 Washington, D.C. 20460
 United States
 Tel: 202 564 5949
 E-mail: white.rebecca@epa.gov

193. Whitehouse, Tim

Head, Law and Policy Program
 Commission de coopération
 environnementale
 393, rue St-Jacques Ouest
 Montréal, Québec H2Y 1N9
 Canada
 Tel: 514 350 4300
 Fax: 514 350 4314
 E-mail: twhitehouse@cec.org

194. Wing, Rob

Attorney-Advisor
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Tel: 202 564 1238
Fax: 202 565 2412
E-mail: wing.robert@epa.gov

195. Wright, Doug

Director of Programs
Commission de coopération
environnementale
393, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada
Tel: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
E-mail: dwright@cec.org

196. Zambrano, Roberto

Vice Chairman
Pronatura A.C.
Blvd. Díaz Ordaz 200, Col. Santa María
Monterrey, Nuevo León 64650
México
Tel: 011 52 818 335 5463
Fax: 011 52 818 335 5611
E-mail: dint@prodigy.net.mx

197. Zavala, José Carmelo

Director General
Centro Industrial de Gestion Ambiental
A.C.
José Clemente Orozco 2383 Zona Río
Tijuana, Baja California 22010
México
Tel: 011 52 664 900 7334
Fax: 011 52 664 634 6875
E-mail: jczavala@telnor.net

198. Zegbe Camarena, José Alfonso

Representante Alterno de la SEMARNAT
Embajada de México en EE.UU.
1911 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20006
United States
Tel: 202 728 1668
Fax: 202 728 1781
E-mail: alfonso.zegbe@semarnat.gob.mx



Accomplishments 2004- 2005:

- Lindane phase-out, Mexico – SMOC
- *Maize and Biodiversity: The Effects of Transgenic Maize in Mexico* – Article 13
- *North American Power Plant Air Emissions*
- *Baja to Bering - Marine Priority Conservation Areas*

Accomplishments

2004- 2005:

- *PRTR - Taking Stock – 2002*
- Citizens Submissions on Enforcement Matters
- IAIA 2005 Regional Award



Looking Forward

Moving the *Puebla Declaration* forward:

- Implementing activities for concrete results
- Expanding our Partnerships
- Mobilizing our Resources



Implementing activities for concrete results

- Information for decision-making
 - ✓ PRTR (implementation in Mexico)
- Trade and Environment
 - ✓ NAGPI
 - ✓ Green Purchasing
 - ✓ Invasive Species
- Capacity building
 - ✓ Cleaner production and pollution prevention
 - ✓ Integrated ecosystem management



Expanding Partnership

- Private Sector
- NGOs
- Public





**XII^e SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL
DE LA COMMISSION DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE**

tenu du 21 au 22 juin 2005, à Québec, au Canada

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ

LE MARDI 21 JUIN

18 h 30 à 20 h 00 Réception d'accueil

- Mot de bienvenue du ministre de l'Environnement du Canada, M. Stéphane Dion (5 min.)
- Mot de bienvenue de l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, M. Stephen L. Johnson (5 min.)
- Mot de bienvenue du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, M. Thomas Mulcair (5 min.)

LE MERCREDI 22 JUIN

9 h 00 à 10 h 00 Ouverture officielle de la XII^e session ordinaire du Conseil (publique)

Point 1 Mot de bienvenue du ministre de l'Environnement du Canada, M. Stéphane Dion (5 min.)

- Observations de l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, M. Stephen L. Johnson (5 min.)
- Observations du ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique, M. Jose Manuel Bulás Montoro (5 min.)
- Observations du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, M. Thomas Mulcair (2 min.)
- Observations du président du CCPM, M. Arturo Duran (10 min.)
- Compte rendu du directeur exécutif de la CCE, M. William Kennedy, sur les réalisations de la Commission (10 min.)

10 h 00 à 14 h 00 Séance du Conseil à huis clos (comprendra un déjeuner de travail) (4 h)

10 h 00 à 10 h 15 Point 2 Ouverture de la séance du Conseil à huis clos et adoption de l'ordre du jour

10 h 15 à 10 h 45 Point 3 Plan stratégique pour 2005 à 2010

10 h 45 à 11 h 30 Point 4 Obtention de résultats tangibles : Information nécessaire à la prise de décisions

11 h 30 à 12 h 15 Point 5 Obtention de résultats tangibles : Environnement et commerce

12 h 15 à 13 h 00 Point 6 Obtention de résultats tangibles : Renforcement des capacités de gestion de l'environnement

13 h 00 à 13 h 15 Point 7 Autres questions

13 h 15 à 14 h 00 Point 8 Discussion avec des représentants d'associations de gens d'affaires

14 h 00 à 15 h 30 Réunion avec le CCPM (1 h 30)

Point 9 Réunion avec le CCPM

15 h 30 à 16 h 00 Réunion à huis clos du Conseil (mot de la fin) (30 min.)

Point 10 Préparatifs de la conférence de presse

Point 11 Mot de la fin

16 h 00 à 17 h 30 Séance publique (1 h 30)

Point 12 Séance publique

- Description du déroulement de la séance par le président du CCPM, M. Arturo Duran (5 min.)
- Exposé des conclusions de l'atelier public du CCPM (2 exposés de 5 min.)
- Exposés par des orateurs choisis à l'avance (9 exposés de 5 min.)
- Observations des membres du Conseil (30 min.)

17 h 45 à 18 h 30 Conférence de presse de clôture (le public y assistera à titre d'observateur) (45 min.)

Point 13 Conférence de presse de clôture

19 h 00 Dîner officiel (offert par le gouvernement du Québec)

OBJECTIFS DE LA RÉUNION :

- Adoption du plan stratégique quinquennal de la CCE.
- Examen des principaux projets prévus dans le plan opérationnel pour 2005 à 2007 et formulation de directives sur les résultats escomptés en 2006.

LE MARDI 21 JUIN**Réception d'accueil**

Le ministre de l'Environnement du Canada, l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis et le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec souhaiteront la bienvenue à l'assistance et aux délégués à la XII^e session ordinaire de la CCE.

LE MERCREDI 22 JUIN**Point 1 Ouverture officielle de la XII^e session ordinaire du Conseil**

À titre de président, le membre canadien du Conseil ouvrira officiellement la session. Il invitera ensuite ses homologues du Mexique et des États-Unis à s'adresser à l'assistance, ainsi que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec, le ministre de l'Environnement de l'Alberta, le président du CCPM et le directeur exécutif de la CCE.

Document de séance :

a) Programme provisoire des activités publiques

C/05-00/PROG/

Point 2 Ouverture de la séance à huis clos du Conseil et adoption de l'ordre du jour (comprend le compte rendu du directeur exécutif)

Conformément au paragraphe 9(6) de ses *Règles de procédure*, le Conseil doit adopter l'ordre du jour au début de la séance en se fondant sur sa version provisoire annotée. Le président exposera les objectifs de la séance ainsi que la manière dont il entend animer les discussions. Conformément au paragraphe 5(3) de ces règles, le directeur exécutif fera ensuite brièvement état de questions importantes au Conseil.

Documents de séance :

a) Ordre du jour provisoire annoté

C/05-00/AGEN/01/rev.5

b) Programme général de la session et des activités parallèles

C/05-00/PROG/01/rev.4

Point 3 Plan stratégique de la CCE pour 2005 à 2010

Au cours de la XII^e session ordinaire de juin 2004 tenue à Puebla, le Conseil a convenu de rationaliser et d'orienter les travaux de la CCE afin d'obtenir des résultats tangibles et mesurables. À cette fin, il s'est engagé à ce que ces travaux se fondent, à compter de 2005, sur un plan stratégique axé sur des résultats dans trois domaines prioritaires : l'information nécessaire à la prise de décisions, le renforcement des capacités, et l'environnement et le commerce. La session offre au Conseil la possibilité d'adopter le plan stratégique quinquennal de la CCE et de réitérer les engagements qu'il a pris dans le cadre de la Déclaration de Puebla.

Documents de séance :

a) Plan stratégique de la CCE pour 2005 à 2010

b) Déclaration de Puebla

Point 4 Obtention de résultats tangibles : Information nécessaire à la prise de décisions

Ce point permettra d'examiner les tout premiers résultats de la collaboration entre les Parties à l'égard de ce domaine prioritaire énoncé dans la Déclaration de Puebla. L'un des spécialistes des Parties en information environnementale donnera un aperçu de la stratégie et des priorités de la CCE relatives à l'information nécessaire à la prise de décisions, et visant l'intégration et la compatibilité des systèmes d'information, le renforcement des capacités de gestion de l'environnement, et la production et la diffusion d'informations environnementales à l'échelle de l'Amérique du Nord. Il est ensuite prévu de présenter, à partir du nouvel Atlas nord-américain, un feuillet sur les données relatives à la qualité de l'air et autres ensembles de données connexes, ainsi qu'un exposé validant ce concept et faisant valoir l'utilité de ce type d'information pour les décideurs. Une composante clé de l'exposé démontrera les possibilités offertes pour relier entre eux les différents thèmes de programme à partir des ensembles de données communs partagés par tous les secteurs d'activité de la CCE. Cette séance permettra au Conseil d'évaluer les forces du pilier de l'information, plus particulièrement les documents qui font état de données géospatiales pertinentes à l'intention des spécialistes et du grand public. Ceci soulignera à quel point la promotion du concept de l'Atlas nord-américain par le Conseil, y compris l'incorporation dans cet atlas de données que détiennent les gouvernements et la CCE, permettra d'améliorer la gestion de l'environnement en suscitant une coopération internationale destinée à renforcer la comparabilité et la compatibilité de l'information environnementale.

Point 5 Obtention de résultats tangibles : Environnement et commerce

La discussion portera sur un domaine, au sujet duquel les Parties collaborent afin de favoriser l'obtention d'avantages pour l'environnement par l'entremise du commerce et des échanges : le commerce et l'application des lois de l'environnement. Par exemple, le Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale s'emploie à former et à informer les exportateurs, les importateurs et d'autres intéressés au sujet des exigences douanières à l'égard des matières qui sont dangereuses ou peuvent être dangereuses pour la santé humaine et l'environnement, notamment les matières et les déchets dangereux et les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ainsi que des exigences relatives aux espèces sauvages protégées. Le Groupe de travail est également en train d'élaborer des documents en vue de former les douaniers et les agents d'application des lois afin qu'ils puissent détecter, identifier et analyser les expéditions illicites de ces matières et appliquer les lois qui s'y rapportent. Cette aide et cette formation relatives à la conformité aux lois a pour but d'accélérer et de faciliter les expéditions licites de ces matières aux frontières et d'y arrêter les expéditions illicites qui peuvent mettre en danger la santé humaine et l'environnement sur le territoire de chaque Partie à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA).

Point 6 Obtention de résultats tangibles : Renforcement des capacités de gestion de l'environnement

Cette séance permettra d'illustrer la manière dont les Parties favorisent la coopération avec le secteur privé et les intervenants en vue de mieux protéger l'environnement et d'accroître la concurrence commerciale, et ce, en recourant au renforcement des capacités de gestion de l'environnement et à l'amélioration des méthodes connexes sur tout le continent. Cette démarche consiste à concevoir des modèles fructueux pouvant encourager la prise de mesures à cet égard par d'autres entreprises, et à en faciliter l'application à divers endroits et dans d'autres contextes. Dans le cadre des discussions sur les partenariats pour la gestion intégrée de l'environnement au Mexique, le Conseil pourra formuler des directives sur les objectifs à atteindre au cours des cinq prochaines années en vue de prévenir la pollution et d'accroître le taux de participation des entreprises à cette fin.

Point 7 Autres questions

Les membres du Conseil auront l'occasion d'examiner des questions particulièrement importantes pour chacun d'eux dans le contexte nord-américain, ainsi que toute autre question relative à la CCE.

Point 8 Discussion avec les dirigeants d'associations de gens d'affaires

Le Conseil rencontrera les représentants de la Chambre de commerce du Canada (CCC), du *US Conseil for International Business* (USCIB, Conseil pour le commerce international des États-Unis) et de la *Confederación de Cámaras Industriales de los Estados Unidos Mexicanos* (Concamin, Confédération des chambres industrielles du Mexique), qui ont signé un protocole d'entente avec la CCE en 1996. Cette rencontre donnera aux dirigeants de ces associations de gens d'affaires l'occasion d'examiner avec les ministres les activités de la CCE dans le cadre desquelles ils ont l'intention d'apporter leur soutien et leur collaboration.

Documents de séance :

- | | | |
|----|---|----------------------|
| a) | Mode de présentation du débat | C/05-00/BACK/01 |
| b) | Résolution du Conseil n° 05-06 concernant la multiplication des partenariats et le renforcement de la collaboration avec le secteur privé | C/05-00/RES/06/rev.5 |

Point 9 Réunion avec le CCPM

Le Conseil se réunira avec le CCPM, et à la suite du mot de bienvenue du membre canadien du Conseil, les membres du CCPM seront invités à échanger leurs vues avec ceux du Conseil au sujet du plan stratégique de la CCE pour 2005 à 2010 ainsi que de toute autre question importante. Le président du CCPM pourra également rendre succinctement compte des conclusions de l'atelier public tenu la veille et indiquer au Conseil de quelle manière se déroulera la séance publique.

Document de séance :

- a) Rapport sur les activités du CCPM (depuis juin 2004)

Point 10 Préparatifs de la conférence de presse

Le Conseil devra examiner le communiqué ministériel et en arriver à un accord à son sujet en vue de le rendre public au cours de la conférence de presse de clôture.

Document de séance :

- | | | |
|----|-----------------------------------|---------------|
| a) | Ébauche du communiqué ministériel | C/05-00/COMM/ |
|----|-----------------------------------|---------------|

Point 11 Mot de la fin

Le président est invité à faire les dernières annonces, à remercier les participants pour leur contribution et à formuler des observations sur le déroulement général de la session. Il est également prévu qu'avant de clore cette session, il invite ses homologues à formuler leurs dernières observations. À titre de pays hôte de la prochaine session ordinaire, le membre américain du Conseil pourrait proposer une date et un lieu pour la tenue de cette session prévue en juin 2006.

Les membres du Conseil seront conviés à passer en revue toute résolution qu'ils auront adoptée pendant leur séance aux fins de signature, pendant la conférence de presse.

Document de séance :

- | | | |
|----|---|----------------|
| a) | Résolution du Conseil n° 05-07 concernant le budget de la CCE | C/05-00/RES/07 |
|----|---|----------------|

Point 12 Séance publique

Conformément au paragraphe 4(1) de ses *Règles de procédure*, le Conseil doit tenir une séance publique dans le cadre de toutes ses sessions ordinaires annuelles. Le président du CCPM exposera le déroulement de la séance qu'il animera et qui comportera : i) un compte rendu des conclusions de l'atelier public du CCPM tenu la veille sur les besoins et les possibilités en matière de renforcement des capacités dans les secteurs privé et sans but lucratif; ii) des exposés, par des participants choisis à l'avance, sur le thème de cet atelier public; iii) un compte rendu, par un membre de l'assistance, des conclusions de la séance de réseautage tenue la veille.

Ces exposés seront suivis des dernières observations des membres du Conseil.

Documents de séance :

- a) Mode de déroulement de la séance publique
- b) Liste des orateurs inscrits et sommaire des exposés
- c) Liste des participants inscrits

C/05-00/PLAN/03

Point 13 Conférence de presse de clôture

La conférence de presse se tiendra en présence du public et donnera lieu à un compte rendu des discussions de la séance par le président, à des déclarations des membres mexicain et américain du Conseil, ainsi qu'à des échanges avec les journalistes.

CEC INFORMATION STRATEGY REPORT TO MINISTERS

THE INFORMATION PILLAR; for credible and
useful information on the North American
environment

PRESENTATION FOR MINISTERS
QUEBEC CITY, JUNE 2005

Salvador Sanchez-Colon
Bill Sonntag
Bill Jarvis

1

AN INFORMATION PILLAR

- ❑ PUEBLA DECLARATION: CEC "recognized for its credible, balanced and timely information ... available and accessible ..."
- ❑ Expert Group (tri-partite) struck by Alt Reps to recommend vision and implementation strategy
- ❑ Basis for shift from subject matter focus (working groups) to organization focus (pillars)
- ❑ Ministers' decision sought to direct Secretariat to implement changes (internal structure, planning process, operational priorities, and action)

2

OBJECTIVES

1. Strengthen the capacity of North American decision-makers to understand continental environmental issues of common concern **(capacity development)**;
2. Establish an environmental information and knowledge framework for North America **(systems design)**;
3. Develop the information needed to describe the state of the North American environment and to identify emerging trends and issues **(substance of framework)**;
4. Make environmental information more widely available to facilitate local, national and regional action **(communications)**

3

Key Information Activities

- ❑ Capacity development
- ❑ Development of common techniques and tools (including spatial representation)
- ❑ Design mechanics for interoperability
- ❑ Communicating; strategic approach to major information products
- ❑ Identify data needs and fill data gaps
- ❑ Development over time of coherent NA based information on major issues for reporting
- ❑ Enable expert and scientific exchange

4

FOUNDATION PROJECTS

■ Quality Assurance Doctrine

- QA group struck to deliver proposal
- Necessary for credibility and reliability
- Consistency and transparency needed

■ An Information Systems Strategy – Procedures Manual

- Charge for Consultants from Experts Group
- To provide consistent guidance for all information activities of CEC (from concept to archiving)
- Necessary to assure coherence over time and across issues.

5

QUALITY ASSURANCE

■ GUIDING PRINCIPLES

- Integration and Completeness
- Collaboration and Coordination
- Transparency
- Expert Review and Advice
- Apply Scientific Principles and International Standards
- Appropriateness

■ COMPONENTS

- Quality Program Policy
- Quality Program Procedures
- Quality Management Plan
- Quality Assurance Project Plans
- Stakeholders and Partners Coordination
- Internal and External Reviews
- Peer Reviews

6

Flagship information products

- ❑ THEMATIC REPORTS on issues of focus
- ❑ STATE OF ENVIRONMENT REPORT (2-3 years)
- ❑ MAPPING THE ENVIRONMENT (annual)
- ❑ TAKING STOCK (annual)

- ❑ Consistent style, information, and presentation; regular and predictable schedule; -to establish

7

Development of Common Base

- ❑ Mapping Project(s) in year one would provide N.A. spatial view(s) of early results from air quality, emissions, and monitoring programs
- ❑ Would permit the establishment of process for harmonization of mapping protocols and spatial representation of data
- ❑ Map would support key indicator on air quality and SOE report

8

The North American Atlas Framework

- **Seamless Digital Atlas of North America**
- **Collaborative effort of:**
 - *Natural Resources Canada - Atlas of Canada*
 - *US Geological Survey - US National Atlas*
 - *Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática*
- **Builds on emerging national programs to enhance geographic representation of information**

9

North American Atlas Framework

Basemaps completed and harmonized

- *Administrative boundaries (national and sub-national)*
- *Water (lakes, rivers, coastline)*
- *River network*
- *Populated places*
- *Transportation (road/rail networks)*
- *Bathymetry*
- *Glaciers and sea ice*

10

Issue Focus

- Proposal is to link activities together through the identification of a particular **theme**
- Thematic focus could be for **one or two years**
- Theme would be highlighted in each of the Flagship **products**
- **Activities** would focus most (not all) development work on one data set for a given cycle
- Other substantive issues will continue progress, and become themes as program evolves
- **Advantages**: More manageable, more coherent, deeper capital building, more durable
- **Drawbacks**: Some issues delayed, choice of focus may slow some projects

11

Choice of Issue

- **Issue Recommended for first 2 years is air quality**
 - Strong policy interests in all three countries
 - Good potential for data development, capacity building, harmonization, interoperability
 - Strong public interest and potential beneficial outcomes
 - Includes important trans-border issues
 - Linkages to citizens health
 - A good starting point exists from previous cooperative work.

12

Capacity Development

- Focus on air would mean capacity development projects to:
 - Harmonize air monitoring information for use in Indicators, SOE, and Mapping
 - Identify needs/gaps in air data and support their development
 - Potential for training programs or workshops to permit expansion of monitoring and reporting systems
 - Establish principles for interoperability using air data as basis

13

Mechanics for Inter-Operability

- Linking three country data for the Key Products would provide the need and opportunity to build the architecture for interoperability
- Air quality and emissions data sets can be the first parts of what will become a more comprehensive interoperability between environmental data systems
- Developments will aim to build on and be consistent with international data systems such as GEOSS

14

DECISIONS

- ❑ Design CEC **plans, budget, and projects** with purpose to build information pillar (shift from subject matter focus to “pillar” focus)
- ❑ Adopt policy of **Quality Assurance** for all CEC info and publications
- ❑ Establish **protocols** for information and systems development and management
- ❑ Use **mapping** base as initial focus for information development and communication
- ❑ Use **Air issues** as subject matter for first theme for development
- ❑ Establish **Secretariat capacity** to manage information across all issues, to provide quality assurance, and to create coherence through standardization

15

Application du cadre en vue d'obtenir des résultats tangibles...

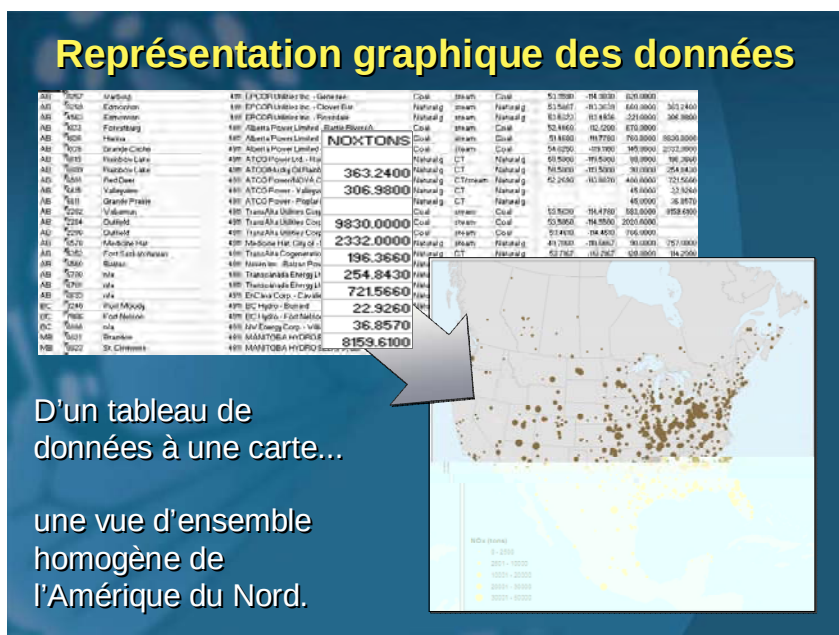
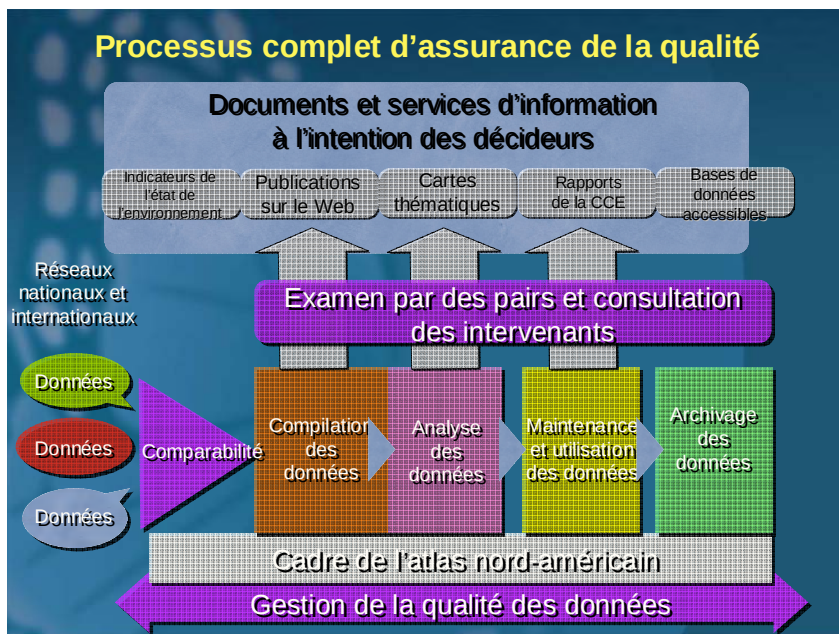
Cadre de l'atlas nord-américain

*Une base pour un processus décisionnel
continental*

- Optique nord-américaine uniforme.
- Étude de questions suscitant des préoccupations communes.
- Aperçu des thèmes généraux.
- Liens entre les politiques et l'environnement.
- Applications diverses de données de qualité.

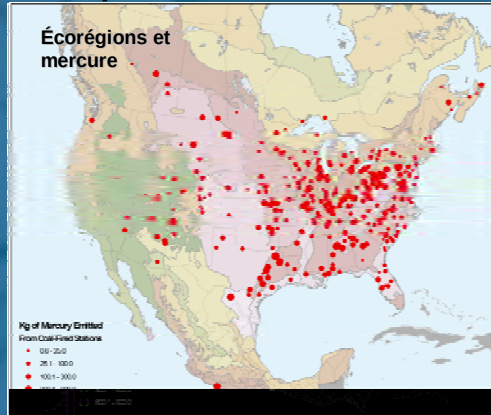


Plateforme de partage, d'harmonisation, d'échange et de consultation de données



Les émissions polluantes des centrales nord-américaines

- *Divers points de vue...*
- *Même qualité de données*

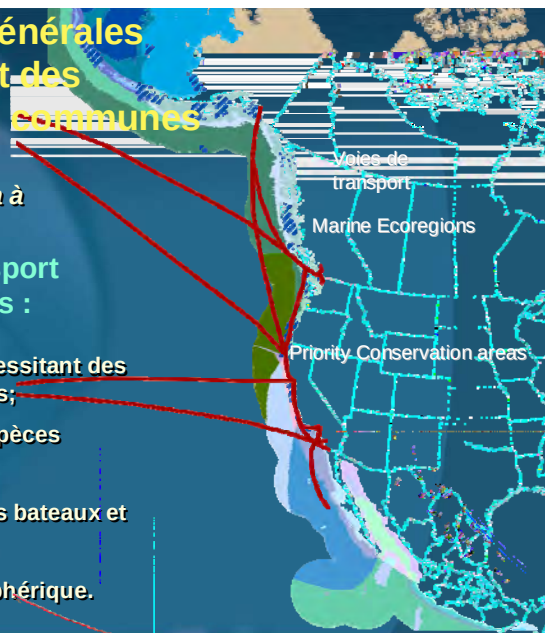


Questions générales suscitant des préoccupations communes

De la Baja California à la mer de Béring,

les voies de transport sont responsables :

- de déversements nécessitant des interventions urgentes;
- de la pénétration d'espèces envahissantes;
- de collisions entre des bateaux et des baleines;
- de la pollution atmosphérique.



Voies d'accès aux régions

Questions transfrontalières : le Puget Sound



Liens entre les politiques et les résultats

Énergie éolienne



8

Sommaire

- *Stratégie intégrée.*
- Offre une vue d'ensemble de l'Amérique du Nord.
- Garantit la qualité et l'intégrité des données.
- Améliore la comparabilité et la compatibilité des données.
- Offre de l'information aux décideurs.



9

Trade and Environment Strategic Plan



2005-2009



<http://cec.org/>

"We want to build on the CEC's recognized expertise on trade and environmental linkages, and to address specific trade and environmental issues more effectively."

--The Puebla Declaration

Unrealized Potential on Trade and the Environment

TRAC Report noted,

"[a] decade after negotiating the NAAEC...the Parties still pursue their trade and environmental policies largely separately, rather than through the CEC. One of the results is that they are not always in a position to anticipate—and thus to prevent—environmental problems associated with increased trade and economic development."

10(6) Working Group: Integrating Trade and Environment Policies

Purpose

- Address issues of concern as they arise
- Avoid conflicts
- Leverage human and financial resources

Developing Our Strategic Plan

The 10(6) Working
Group focused on a
simple goal:

*Promote policies and
actions that provide
mutual benefits for
the environment,
trade and the
economy.*



www.factsontheback.com/1/astromomy.htm

Objectives

- Enhance North American trade in green products and services, with a view to improving environmental protection, promoting sustainable use of biodiversity, removing trade barriers and utilizing market-based approaches.

Objectives

- Increase the capacity of the three countries to identify and address trade-related environmental concerns to achieve mutual benefits for trade and the environment and improve collaboration among the three countries in these areas;



www.america-atlas.com/north-america.htm

Objectives



- Improve regional and national coordination, including coordination between the CEC and NAFTA Free Trade Commission through the 10(6) working group; and

Objectives

- Broaden understanding of trade and environment linkages, and thereby promote policy coherence, both at the domestic and regional levels in North America.

Evaluating Projects

Criteria

- Is it required by the NAAEC?
- Does it build on or contribute to other CEC work?
- Does it leverage or catalyze work done by others?
- Does it respond to stakeholders?

Our Focus for 2005

- Ongoing Environmental Assessment of NAFTA
 - Renewable Energy
 - Invasive Alien Species
 - Green Purchasing
 - Trade and Enforcement of Environmental Laws
- We will revisit project proposals to promote market-based approaches to support environmental protection, conservation and sustainable use of biodiversity in 2006.



Trade and Enforcement

- Improving Information Exchange
- Training for Border Inspectors and Investigators
- Building Legal and Judicial Capacity



Improving Information Exchange

- Past activities have focused on information exchange among Governments and compliance assistance to importers and exporters
- In 2005, the CEC will complete important compliance assistance work and will continue to coordinate domestic decisions on information systems and procedures



Information Exchange Among Governments

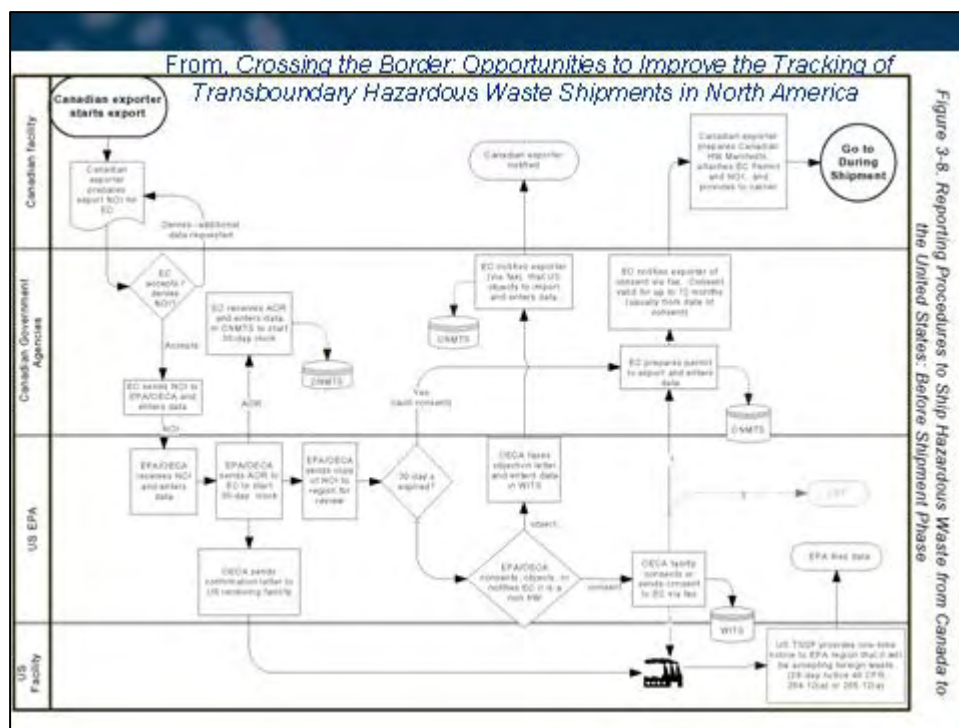


Crossing the Border

Opportunities to Improve Tracking of Transboundary Hazardous Waste Shipments in North America

Working Report

Commission for Environmental Cooperation
2005





Training for Border Inspectors and Investigators

- Past Activities addressed wildlife and ozone depleting substances smuggling
- In 2005, the CEC will develop a prototype of an e-learning tool on border inspections of wastes, ozone depleting substances and wildlife





Our goal for 2005 and beyond

- Train customs officials, environment officials and law enforcement personnel
- Improve detection of illegal goods, while reducing border delays for legal shipments



Legal and Judicial Training

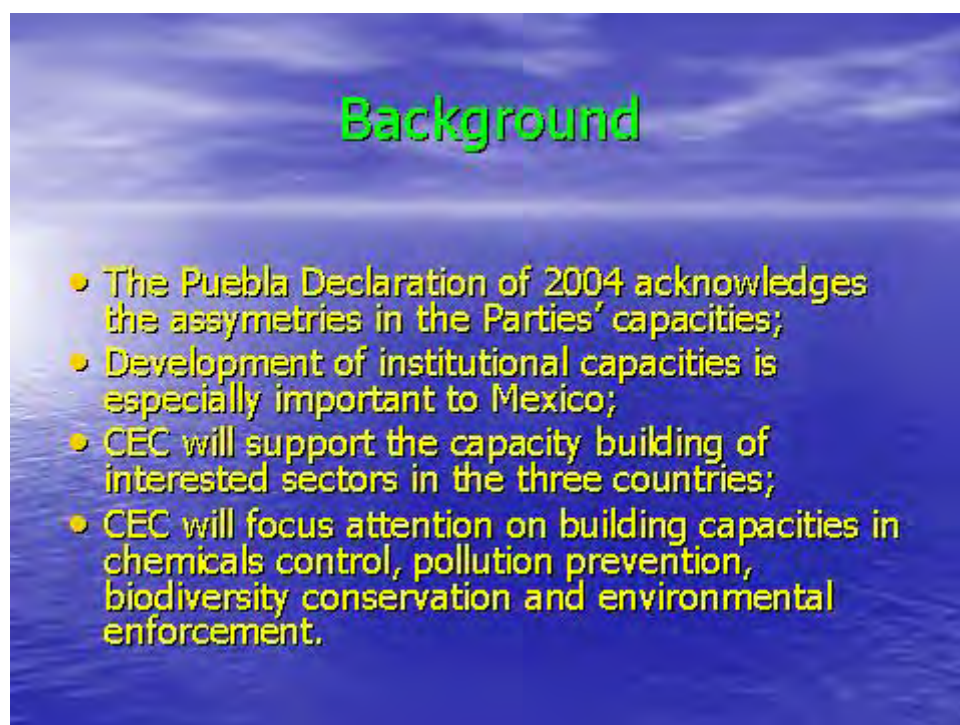
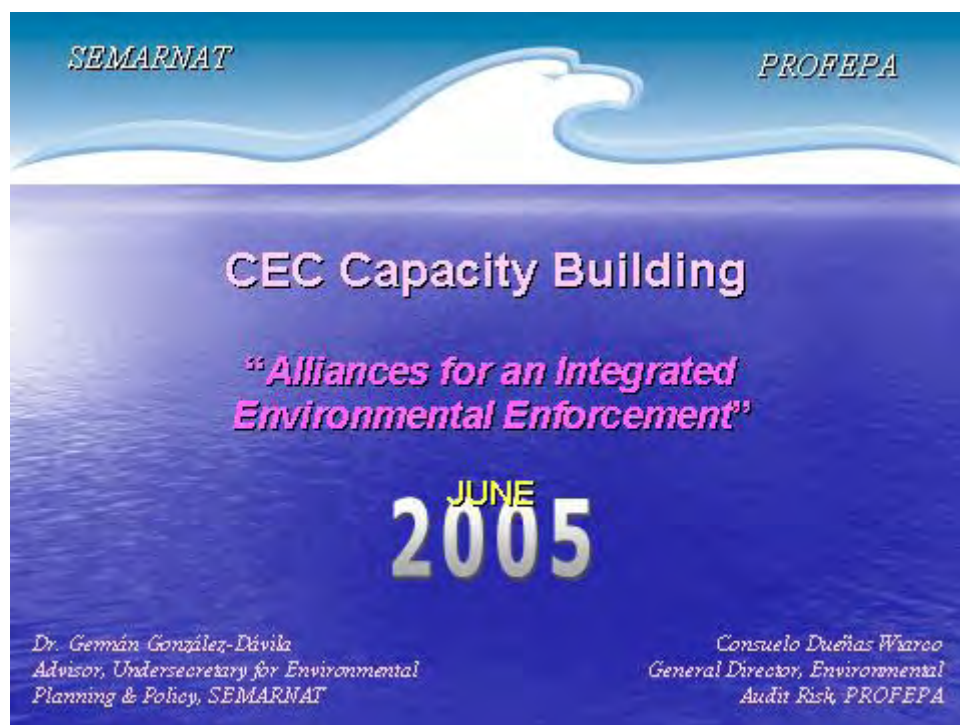
- Past activities have included legal issues associated with transboundary enforcement cooperation and a symposium for the Judiciary on environmental law
- In 2005, the CEC will host a workshop on innovative approaches to settlements and will host a North American Judicial symposium on environmental law in Mexico





Moving Forward in 2005-2006





Objectives

- To strengthen capacities to improve compliance with wildlife laws;
- To improve the private sector's environmental performance, focusing on model environmental compliance;
- To strengthen capacities to conserve species and habitats of common interest;
- To strengthen the Parties' capacities to assess and control chemicals of interest.

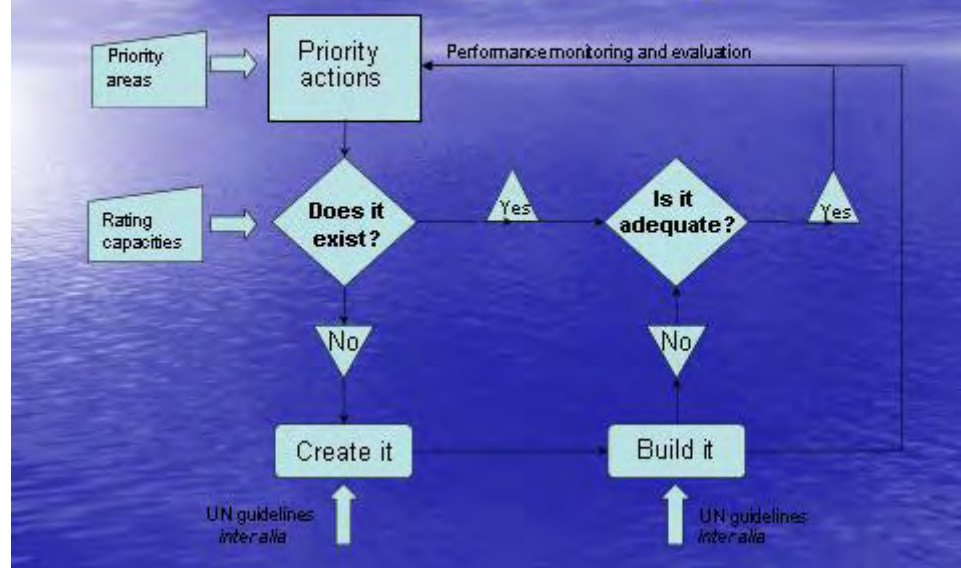
Projects

- Training for wildlife inspectors and other enforcement actors (70,000 CD);
- Alliances for an integrated environmental enforcement in selected industries and regions (425,000 CD); and
- Development of instruments to ensure ecosystem integrity and to promote adequate species and ecosystems management (140,000 CD).

(Capacity building)

- Present conceptual approach is based on recognition of "areas of priority interest";
- Concept of "capacity" is evolving from training to institutional development;
- Identification of "types of capacities" is indispensable

(Capacity building)



(Capacity building)

OBJECTIVE 2. Improve the environmental performance of the private sector by promoting model approaches to environmental compliance (TR O F EPA, legal, INE, D Gindustria)			
Technical priorities where sufficient capacities to implement this objective are lacking	Technical capacities to build or create	Actions	Target Public
1. Increase number of Industrial Emissions Spot Check Inspections.	a. Specialists in stationary source sampling. b. Stationary source sampling technologies. c. Funding sources ensuring continuity.	i. Update the existing normative framework applicable to industries under federal jurisdiction. ii. Monitor industrial emissions. iii. Analyze emissions of industry under assessment. iv. Regulatory and emission control programs.	- o Society as a whole. - o Environmental consultants and agencies. - o Industrial and Trade Associations. - o Jurists specializing in environmental law.

Example

Alliances for an integrated environmental enforcement

- **Purpose:** To support Mexico in focusing and building capacities to improve the environmental performance of the private and governmental sectors;
- **Commitments:** To undertake cooperative activities among federal, state and municipal government agencies and large, medium and small businesses, in order to improve performance.

Expected results

Alliances for an integrated environmental enforcement

- Market model for an integrated environmental enforcement (on a voluntary basis), applicable to the production chains of selected industries in Mexico State;
- Increased governmental and private-sector capacities to cooperatively design and implement an integrated environmental enforcement, and capacity-building initiatives in state and municipal governments.

Subprojects

Alliances for an integrated environmental enforcement

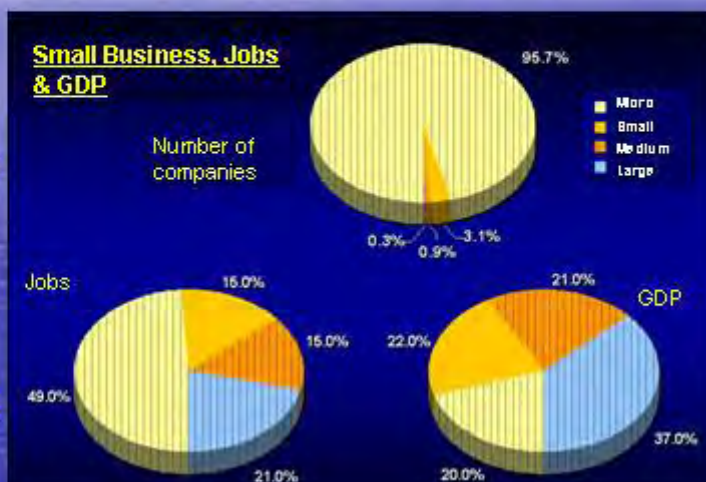
- Chains of production;
- Decentralization of environmental audit programs; and
- Sound waste management in the electronics industry.

Current situation 1

Alliances for an integrated environmental enforcement

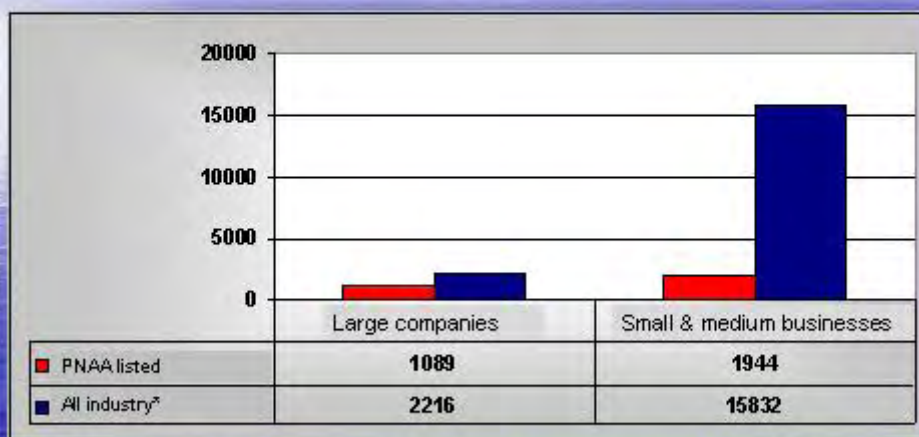
Total number of
businesses in
the country -
2,844,308

15 %
industrial
54 %
commercial
29 %
services



Current situation 2

Alliances for an integrated environmental enforcement



* Note: All industry does not include the commercial and services sectors

Strategies of the National Environmental Audit Program (PNAA)

- Incorporation of high environmental-impact sectors and players.
- Clean City Program;
- PNAA decentralization: Capacity building in state governments for joint PNAA implementation; and
- Production chain focus: Capacity building to improve private-sector environmental performance and increase competitiveness through joint efforts and transferred capacities.

PNAA 1 Alliances for an integrated environmental enforcement

The project:

- Will promote capacity building in Mexican federal, state and municipal government agencies and in large, medium and small businesses,
- May be developed and replicated in any part of the country;
- Contributes to the North American learning process;
- Coincides with key PNAA strategies;
- Generates learning that contributes to the PNAA's continuous improvement process; and
- Will enable the development of specific strategies and mechanisms to broaden the PNAA's scope and increase its positive effect on the system.

PNA A 2

Alliances for an integrated environmental enforcement

The PNA A:

- Constitutes an effective option to undertake the project components;
- Adds value to the project, since as a solid, prestigious program it is an incentive to certify the chain of production; and
- Features specific mechanisms and incentives for businesses with different performance levels.

Results obtained

- General elements of decentralization and the selection of the state for undertaking the pilot project.
- Environmental audit training designed for Querétaro state officials.
- Discussions with industry groups interested in production chain development.





Commission for Environmental Cooperation
of North America

Comisión para la Cooperación Ambiental
de América del Norte

Commission de coopération environnementale
de l'Amérique du Nord

Déclaration ministérielle **XII^e session ordinaire du Conseil de la CCE**

Québec (Canada), le 22 juin 2005 – Nous, ministres de l'Environnement du Canada, du Mexique et des États-Unis, membres du Conseil de la Commission de coopération environnementale (la « CCE » ou la « Commission »), nous sommes réunis dans le cadre de notre XII^e session ordinaire annuelle le 22 juin 2005.

Lors de la session que nous avons tenue l'an dernier à Puebla, à l'occasion du dixième anniversaire de la Commission, nous nous sommes rencontrés pour examiner les progrès que nous avons accomplis, réitérer notre engagement à l'égard de la CCE et établir les orientations futures de la Commission. Au cours de la dernière année, nous avons travaillé en conformité avec la Déclaration de Puebla, qui décrit nos nouvelles priorités, une nouvelle voie à suivre et une nouvelle façon de réaliser nos objectifs. Nous avons aussi tenu compte des recommandations faites par le Comité d'examen décennal de l'application de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE), le Comité consultatif public mixte (CCPM) et des intervenants clés.

Comme nous en faisons état dans la Déclaration de Puebla, nos priorités en matière de coopération seront les suivantes pour les années à venir : l'élaboration de *l'information nécessaire à la prise de décisions*, le soutien au *renforcement des capacités* et la poursuite des travaux visant à résoudre plus efficacement les enjeux relatifs aux liens entre *l'environnement et le commerce*, en vue de promouvoir la protection de l'environnement et la durabilité.

Pour faire progresser la réalisation de notre programme d'action, nous sommes heureux d'adopter notre plan stratégique quinquennal, qui est destiné à miser sur nos forces et sur le caractère unique de la CCE. Ce plan décrit comment nous entendons travailler ensemble pour protéger l'environnement en Amérique du Nord, promouvoir et faciliter la coopération entre nos trois pays et fournir les outils et l'information qui permettront tant aux citoyens et aux gouvernements qu'à l'industrie de protéger l'environnement que nous partageons.

Le Plan stratégique pour 2005 à 2010 énonce des buts et objectifs précis liés à chacune de nos nouvelles priorités. Afin d'atteindre ces buts et objectifs, la CCE a lancé une série d'initiatives de coopération qui s'appuient sur notre expérience et qui sont conçues de manière à produire des résultats visibles et concrets. Nous nous engageons à surveiller efficacement la mise en oeuvre de ce plan stratégique et à veiller à ce que nos produits scientifiques et d'information soient de grande qualité. De concert avec ce programme de coopération, nous notons les importants travaux que le Secrétariat accomplit en vertu des articles 13, 14 et 15 de l'ANACDE.

Information nécessaire à la prise de décisions

Au cours de la présente session, nous avons approuvé une série d'initiatives qui permettront à nos gouvernements ainsi qu'à d'autres intéressés, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, de prendre des décisions plus éclairées à l'égard des préoccupations environnementales. Notre but est de mettre au point et de communiquer une description de l'Amérique du Nord reposant sur une information environnementale qui sera intégrée, comparable et constamment de grande qualité. Dans l'immédiat, nous nous concentrerons sur l'amélioration de la qualité et de la comparabilité de l'information sur la qualité de l'air en Amérique du Nord. Avec le temps, nous étendrons la portée de nos efforts de manière à affiner la façon dont sont représentés certains enjeux nord-américains communs, notamment ceux qui concernent les espèces envahissantes, les substances toxiques et la conservation de la faune.

Renforcement des capacités

Notre but est de renforcer, dans nos trois pays, les capacités de gestion des problèmes environnementaux qui suscitent des préoccupations communes, en partageant ce que chacun d'entre nous fait le mieux, afin d'accroître

notre aptitude à accomplir des progrès plus rapidement ensemble. Nous nous sommes engagés à améliorer, pendant les cinq prochaines années, notre capacité à évaluer et à gérer les substances chimiques préoccupantes, à assurer la prévention de la pollution, à participer à la conservation de la biodiversité et à élaborer des programmes efficaces de gestion de l'environnement. La CCE axera ses efforts initiaux sur le Mexique, où les possibilités sont les plus grandes. En particulier, nous avons discuté d'approches de collaboration avec le secteur privé en vue d'améliorer la compétitivité et la performance environnementale, dans le cadre d'un partenariat innovateur visant à intégrer la gestion de l'environnement.

L'environnement et le commerce

La promotion d'une meilleure compréhension des liens entre l'environnement et le commerce est un élément central de la mission de la CCE. Le Plan stratégique nous aidera à accroître notre aptitude à déceler et à résoudre les problèmes environnementaux liés au commerce, à bonifier la relation entre la CCE et la Commission du libre-échange de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et à cibler davantage les travaux de la CCE.

Nous avons pour but de promouvoir des politiques et des actions qui engendreront des avantages réciproques pour l'Amérique du Nord et nous avons souscrit à plusieurs initiatives destinées à atteindre ce but au cours des cinq années à venir, notamment : l'amélioration de notre capacité à évaluer les effets environnementaux de l'ALÉNA; la détermination d'éléments clés permettant de promouvoir les marchés des énergies renouvelables; la mise au point d'outils et d'approches concrètes de promotion des achats écologiques; l'élaboration d'une approche nord-américaine visant à réduire les coûts et les dommages occasionnés par les espèces exotiques envahissantes; l'amélioration de l'application des lois environnementales, particulièrement à nos frontières.

Expansion des partenariats pour l'intendance de l'environnement

Notre session a été enrichie par des discussions libres et des échanges d'idées avec des membres du grand public de chacun de nos pays. Nous avons aussi eu l'avantage de recevoir des avis des membres du CCPM. Nous les remercions pour leur dévouement et les efforts soutenus qu'ils déploient afin de nous aider à faire en sorte que la participation du public demeure au cœur même de nos activités.

Nous avons aussi eu le privilège de rencontrer des dirigeants du monde des affaires de chacun de nos trois pays. Le Conseil a convenu de travailler à accroître la participation du secteur privé et d'autres intéressés, au Canada, au Mexique et aux États-Unis, à la mise en œuvre des initiatives que nous avons approuvées en vue d'atteindre nos buts stratégiques.

La CCE a été créée par le Canada, le Mexique et les États-Unis en vue de renforcer la coopération entre les trois pays partenaires de l'ALÉNA et de veiller à l'application de son accord environnemental parallèle, l'ANACDE. La CCE se penche sur des questions environnementales qui suscitent des préoccupations à l'échelle continentale, plus particulièrement sur les possibilités et les défis en matière d'environnement auxquels donne lieu le libre-échange en Amérique du Nord. Le Conseil, qui constitue l'organe directeur de la CCE, est composé des ministres fédéraux de l'Environnement des trois pays (ou de représentants de niveau équivalent) et il se réunit une fois par année. Les membres du Conseil sont le ministre de l'Environnement du Canada, M. Stéphane Dion, le ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique, M. Alberto Cárdenas Jiménez, et l'administrateur de l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, M. Stephen L. Johnson. Le CCPM compte quinze membres qui agissent de façon bénévole et autonome et sont habilités à formuler des avis au Conseil sur toute question relevant de l'ANACDE, ainsi qu'à lui faire part des vues du public.

Pour de plus amples renseignements sur n'importe lequel des sujets examinés par le Conseil, prière de consulter le site Web de la CCE : <<http://www.cec.org>>.

12th Regular Session of the Council of the Commission for Environmental Cooperation (CEC) of North America¹

Summary of the Public Session²

22 June 2005

Québec City, Québec, Canada

Jane Gardner, chair of the Joint Public Advisory Committee (JPAC), presided over the session and emphasized the importance of this opportunity for the public to speak directly to the Council. She then explained the organization of the program and rules for the presentations.

Claudia De Windt, Organization of American States, expressed her gratitude for the opportunity to be present on behalf of the OAS. She explained that as economic integration continues in the Americas, the OAS, through its office for sustainable development and environment, is working to build capacity for environmental management to better align environmental protection with economic development. She continued that the OAS has been working with its member states to conduct ex ante environmental assessments of trade liberalization looking at institutional challenges including the enforcement of environmental laws and concrete sustainable policy options.

She explained that the OAS has launched different initiatives for access and sharing of information for sustainable development decision-making, including the inter-American network for biodiversity information allowing scientific organizations of the 34 members states to share biodiversity data. These priorities, and others identified by OAS member states in areas such as renewable energy, environmental law, trade and the environment, environmental health and the sound management of chemicals, have been at the core of the CEC over the past 10 years and of the *Puebla Declaration*.

She observed that the work of the CEC in these common areas is an example of a strong commitment to public participation and support for regional cooperation. The lessons and the experience of the CEC, as the oldest trade-related environmental institution in the Americas, are valuable to other countries in the hemisphere as they engage in free trade and face similar issues, in particular for those countries that have considered a citizens' submissions process, or similar mechanisms in their trade agreements. As the CEC advances its work, and the OAS enhances its efforts on capacity building for sustainable development, trade, and economic growth, she noted the opportunities that exist for collaboration responding to the commitments of the member states.

She concluded that social progress and economic prosperity could only be achieved if people live in a healthy environment and that resources are used sustainably and responsibly.

Josefina Cendejas Guizar, Ecomorelia, thanked the CEC for providing support allowing her to make this presentation on capacity building from the perspective of an NGO and its community initiatives. She expressed concern that in Mexico there is still much to be done to ensure that protected areas, such as those to conserve the monarch butterfly, achieve their purpose. She noted the lack of involvement of

¹ The Council members were represented at this session by their Alternate Representatives.

² DISCLAIMER: Although this summary was prepared with care, readers should be advised that it has not been reviewed nor approved by the presenters and therefore may not accurately reflect their statements.

indigenous peoples and their knowledge.

For a country like Mexico, she continued, capacity building for development is very important at the local level. If we understand development as being not only economic growth, but also the empowerment of local peoples to improve their own lives, then we have to take capacity building beyond simply passing on information or transferring technology. The top-down approach just does not work. There are many examples around the world of failures to such an approach. Stakeholders at the grassroots level must be involved. This was the old community development paradigm used by development agencies and has been very negative for communities. In the case of the monarch butterfly, the protected area has created more problems for the species so that their situation is in fact even worse than previously.

She explained that in Latin America, alternative paradigms are being fostered, focused on a more participatory approach and supporting public education. People and communities develop by themselves—it cannot be imposed. What is required is the creation of favorable conditions for growth. She continued that capacity building should be linked to the real possibility of making decisions and exerting autonomy. Otherwise vulnerability is increased, not decreased for local peoples. It is not realistic to imagine that *campesinos* should become entrepreneurs overnight and compete at an equal level with other entrepreneurs.

Another essential element is to understand the cultural contributions that the various stakeholders can make. There is never one reality and none is superior. This ethnocentric approach can be very destructive. One of the main tools for capacity building is respect for cultures and cultural diversity. She concluded that capacity building should not be aimed simply at technical requirements but also be aimed at developing social capacity of the communities for sustained results over time.

Cliff Wallis, Alberta Wilderness Association, thanked the CEC for the opportunity to present his organization's views. He reminded everyone that one major objective of the NAAEC is to increase cooperation to better protect the environment, including wild flora and fauna. He began by expressing concern and frustration that one of the CEC's most important programs, the Conservation of Biodiversity Program, is being diminished under the new strategic plan. While the AWA is generally supportive of the new strategic plan, there is concern that the CEC and governments lack sufficient resources in terms of personnel and budgets, and that governments do not possess the full array of tools and commitment to effect the changes necessary. He noted that he had been somewhat reassured by Hans Herrmann's presentation, but does not see the priority reflected in the new strategic plan. He noted that while we try to work through this new approach "nature weeps at the continuing loss of biodiversity across North America." His organization would like to see biodiversity reflected in all three of the new pillars.

He asked Council to ensure that the work on nature protection be fully integrated and indeed strengthened and explicitly recognized. He continued that the AWA supports a continued focus on the grasslands region that stretches from Canada to Mexico, noting that it has some of the highest concentrations of species at risk. Many groups at the local and regional level are forming around grasslands conservation issues. This creates an opportunity for the CEC to continue its work and strengthen partnerships.

He noted that the CEC Secretariat could play an important role by acting as a coordinator or network hub for capacity building and for information on biodiversity, having excelled in this work in the pollutants area. It also has a role to play in measuring progress. Resources will be required. He

continued that capacity building and information sharing are two key areas in the Puebla Declaration that would be addressed by such an initiative. The AWA is also suggesting that the CEC organize a continental grasslands conservation workshop within the next two years to reconsider the grasslands biodiversity conservation agenda, identify gaps in knowledge and develop a five-year work plan.

He continued that there is a need to create more core protected areas, to remove agricultural and energy subsidies that result in degradation and loss of grasslands, and to work on the development of species recovery plans using a continental ecosystem approach. He also noted the need to work with local communities and indigenous peoples to ensure long-term success.

He concluded that the CEC is transforming from what Charles Caccia described ten years ago a “toothless tiger.” The question is, will it be a toothless mouse or the mouse that roared for biodiversity protection?

Anne Perrault, Center for International Environmental Law, thanked the CEC for the opportunity to share her concerns today about the unclear relationship between the recent *Security and Prosperity Partnership* (SPP) and the NAAEC and the role of the CEC. She explained that the activities of the SPP, as reflected in the *Leadership Statement*, are broader in scope than those of the CEC. However, it is also obvious that the activities related to the environment fall squarely within the mandate of the CEC. An objective of the SPP is to enhance the quality of the environment and in this respect the listed activities are to protect water quality, conserve the habitat of migratory species, control invasive species and protect the ocean environment.

The Center is concerned that if these are parallel sets of activities there could be duplication of efforts. One major concern is that the procedures and mechanisms in the NAAEC that safeguard transparency, public participation and even the fair and equal treatment of the countries could be circumvented by these parallel sets of activities. She also expressed concern about how the SPP affects that capacity and credibility of the CEC to perform its functions.

The issue raised is obvious—why is the SPP listing these activities without any reference to the CEC and its role? She suggested that it seems inconceivable that the drafters were unaware of the CEC. Is there an implication that the activities of the CEC are inadequate or ineffective? If this is so, it should compel Council to act to address these shortcomings. If it is not related to an ineffective or inadequate CEC, but a concern that the procedures, mechanisms and obligations of the CEC should not be part of an approach to address air quality, etc., this would create a major concern. If instead it is that the drafters envisioned that the CEC should perform these functions, then this should be made clear.

She urged Council to make clear the relationship to the SPP and provide the public with a better understanding of the relationship. She further encouraged Council that as these hopefully not separate initiatives move forward, to ensure that the role of the CEC is not undermined.

Randy Christensen, Sierra Legal Defence Fund, thanked the Alternate Representatives for the opportunity to present his organization’s point of view and participate in the critical work of the CEC. The SLDF has seen the CEC develop into a very important organization integral to the protection of the North American environment. As a member of the public, he has seen the CEC perform some very vital roles convening governments, NGOs, and experts on a cooperative basis. It is forging links with groups working in the three countries and disseminating information outwards to communities and transmitting local knowledge and concerns upwards into government agencies. In this spirit, he encouraged each government to continue to increase support to the CEC.

He continued that one of the most innovative and important aspects of the CEC is the Article 14 and 15 citizen submission process, which allows any citizen to make a complaint against government about failure to enforce environmental laws. He noted that over the past 11 years there have been some very impressive results from this process. We have seen improvement of individual projects, improvement in government policy and improvement of environmental law enforcement.

There have been 50 submissions to date and the annual number is increasing. We have seen the Secretariat becoming more efficient and timely in processing submissions. Unfortunately, however, we are also seeing a continuing tension between submitters and Council and their Alternate Representatives in the handling of specific submissions. He went on to discuss concerns about two specific submissions: the Montreal Technoparc and the Pulp and Paper submissions. In each of those cases, there have been attempts by Council to limit the factual record that may be prepared by the Secretariat. The effect of these directives from Council has been to try and keep the Secretariat from looking at the actual effectiveness of law enforcement and given that this is exactly what this process is geared to address, the SLDF considers these efforts by Council to be misguided. Individual Council members are making decisions on the basis of their political and national interests rather than in the larger interests of the North American environment.

To resolve some of these tensions, the SLDF recommends that the CEC undertake a review of past submissions and their effectiveness. The SLDF would also like to see, as part of that process, groundwork laid for an agreement so that Council could better respect the role of the Secretariat. He noted that these are consistent with recommendations contained in the report of the Ten-year Review Committee.

Erick Saracho Aguilar, Hojanay, began by observing that the CEC's important work needs to become more widely known in North America. Civil society, in particular, is not well aware of the many important projects and products produced by the CEC. This would encourage broader public participation. Public participation is important if we want to see the products of the CEC turned into public policy. He explained that in Mexico, since the WSSD, consultative councils were established and they are very good vehicles for disseminating information. Conversely, they are also vehicles for getting community concerns and proposals up into the government system. He noted that there is still no Mexican NAC. A Mexican NAC would also greatly assist in moving information within Mexico. He continued that problems related to toxic chemicals and persistent pollutants affecting North America should be the CEC's primary concern. The information provided by *Taking Stock* is essential. Further the knowledge generated by case studies and special projects such as children's health could help mobilize civil society around environmental issues.

He continued by noting that Articles 14 and 15 have enabled citizens to exercise their right to defend the interests of their communities. The citizen submission process is essential for reinforcing the three pillars of the *Puebla Declaration*. Enforcing environmental laws against violation, such as in the case of road construction in Jalisco, is vital. The Article 14 and 15 process gives citizens a sense of belonging in the search for environmental justice and the road to sustainable development. He noted that Martha Cortez, on behalf of 12 Mexican organizations is coordinating the submissions concerning roads in Jalisco. He also noted the importance of CEC publications, such as *Bringing the Facts to Light*, as capacity building information tools for the public. It is like a handbook for how to protect our rights. He then spoke about the importance of follow up to the factual records to enable the CEC to measure the effectiveness of the Article 14 and 15 process and the NAAEC as a whole.

Environmental protection, fair trade and sustainable development can only be achieved if public participation is stimulated and encouraged. He observed that there were very few participants from Quebec attending the meeting and there were many empty chairs in the room. He concluded that citizens have the right to expect that law and science will ensure their welfare.

Elizabeth Everhardus, Pollution Probe, described her organization's objectives. She began by explaining that the organization was presenting today to propose ways that the CEC can strengthen partnerships with the private sector to advance environmental protection and conservation goals. The suggestions are based on research and consultation with industry and governments over the past three years in a project titled *Towards a Policy Framework for Environmental Sustainability*. The project involved looking at various concepts and environmental management tools used by leading companies to advance superior environmental performance. Examples of these tools include environmental management systems, eco-efficiency, life cycle assessment, product stewardship, supply chain management, etc. Twelve case studies were prepared and interviews conducted with companies that developed and applied these environmental management tools. A report was also prepared on government policy considerations and issues that effect the adoption of environmental management by industries.

She also pointed out that during the previous week in Washington, the OECD held a workshop, entitled *Public Environmental Policy and the Private Firm*, in which six major research projects were discussed. The questions addressed by the OECD research were strikingly similar to the work done by Pollution Probe. She outlined some of the questions that this project addressed. Do environmental management tools significantly improve environmental performance? What public policies encourage the adoption of innovative environmental practices? Does improved environmental performance generate commercial benefits for firms? These initiatives can add value to the CEC's efforts to strengthen partnerships with the North American private sector.

She continued that one aspect of Pollution Probe's work went beyond that of the OECD. Pollution Probe did research to look at the business case for environmental sustainability by industry. CEOs and other senior corporate officials were interviewed. They learned that businesses seek competitive advantage by applying sustainability concepts and tools. They modify or abandon tools that do not ultimately help them achieve this goal. This lowers operating costs, increases consumer acceptance and enhances product innovation. They also interviewed senior government officials in Canada to explore the role of government in helping companies to be more competitive and environmentally sustainable.

She encouraged the CEC to take a closer look at work already done on this topic and then add value. She provided some ideas on what the CEC could do to improve cooperation with the private sector:

- The CEC can give public recognition to governments, industry and NGOs who are cooperating to apply the successful concepts and tools.
- The CEC can challenge leading industries to share methodologies and approaches they are using to achieve significant reductions in energy use and in the reduction and elimination of toxic substances and facilitate access to best practices and tools for effective environmental management, education and training;
- The CEC can challenge NAFTA governments to share best practices that encourage successful business practices.
- Provide a forum where NGOs can engage with industry and government to develop a robust policy framework—a framework that rewards industry leaders, recruits new leaders and enhances the responsibility of all stakeholders.

In closing, she observed that the disclosure of environmental information is a powerful motivator for environmental performance.

Alejandro Callejas Linares, Centro de Estudios para la Sustentabilidad, thanked the CEC for the opportunity to speak. His presentation focused on mechanisms for improving cooperation between the private and non-profit sectors. He noted that all civil society, no matter where people live or their economic situation, is concerned about the environment. First, it is necessary to enlarge the legal framework for the CEC's work. Analyses and reports are interesting and useful, but need to be taken to the next step if the work is to result in better laws and enforcement. The CEC is a unique organization and we need to foster its work. Creating a better legal framework in each country would assist.

He also suggested creating a group of moderators for the three countries who could sit at a common table representing local governments and stakeholders. This could help create a lobby to encourage the private sector to adopt better practices. This would be a more efficient use of the CEC's scarce resources. This group should work to continually improve public participation, looking at tools used in other organizations around the world. When government, the private sector and civil society sit down together, they can create a common terminology. Without that we cannot even understand each other. He proposed that government assign one percent of the taxes paid by the private sector to support the work of the CEC.

He continued that he would like to see the methodology of sustainability presented in the book *Creando un futuro* incorporated in the work of the CEC.

Hector Arangua, Fundación mexicana para la innovación y transferencia de tecnología en la pequeña y mediana empresa, is a new NGO created to be the operating arm of the chamber of commerce in Mexico, the country's most important trade group. They provide support to small and medium sized business so they can become more competitive. Their objective is to implement new and innovative programs in Mexico. This is what united us with the CEC as you are also working to support small and medium sized businesses in dealing with environmental issues. We joined with the CEC and created Fiprev, which has developed 105 credit initiatives. This represents US\$3M, which about \$30,000 for each business enabling them to finance the modification of production processes.

This is significant generator of environmental change in Mexico. Examples include reductions in pollution emissions and water conservation. He continued that beyond the direct environmental benefits, these reductions have created economic benefits for these small companies. We have evidence to prove that investing in small companies generates high returns and benefits. We are limited only by the small size of our fund.

Fiprev is searching for more resources with new partners. The CEC should play a role in this next step. There is now a window of opportunity to standardize practices in Mexico. The CEC has a valuable role to play in facilitating and convening stakeholders. This being said, the CEC could further its work with the private and small business sector.

The JPAC chair thanked all the speakers and invited the Alternate Representatives to respond.

David McGovern, representing the Canadian Council member, noted his appreciation for all the presentations and said that the CEC uses its resources well in organizing very productive and substantive meetings. He touched on the SPP. He began by referring to the presentation concerning the OAS and its

involvement in various initiatives very similar to the CEC. Interestingly, in that case, there were no concerns expressed about overlap or duplication. One of the key things about the CEC and SPP relationship is that people should wait until the announcement is made next week concerning SPP work. We are looking for complementary activities. In our meeting with JPAC we discussed the fact that we see the SPP as a very important initiative. It is recognition by the leaders of the three countries that the environment just as important as transportation or financial services to the prosperity of society. We are not looking to create overlap or duplication or new organizations.

Jerry Clifford, representing the Council member from the United States, also thanked all the participants and encouraged those who did not have an opportunity to speak to send comments to the Secretariat which will post them on the CEC web site and make sure they get to the Parties and that they are all considered in the collective deliberations. He shared several thoughts. First, he commented on the new direction of the CEC. Over the first 10 years of the CEC, we had become spread a little thin. This level of work was not necessarily sustainable. We have attempted, with the help of the public and our advisors to retool and rethink the work of the CEC to make it much more focused. The CEC is not the sole repository of work on environment in North America. Each country has its own robust environmental programs and its own bilateral programs, the latter focusing in large part on our borders. We are now looking at the CEC to be a catalyst. For example, concerning biodiversity, if you look at our communiqué from this meeting, biodiversity is referenced in all three pillars. It will continue to be a very robust part of the CEC. Trade and environment, pollutants and health and law and policy will all continue.

Regarding trade and environment, we have “learned a ton” from the CEC experiment in North America. In the US, we are exporting that knowledge as we negotiate other free trade agreements. We have environmental cooperation as an integral part of all our trade liberalization efforts. We are working to build the capacity of all our free trade partners to protect the environment, promote sustainable development and increase trade opportunities in environmental goods and services. We frequently collaborate with our partners, such as the OAS and the Inter-American Development Bank, as we continue to make the most of our limited resources. He encouraged those who have been following the work on trade and environment within the CEC to take a close look and track the work we hope to be doing further south in the hemisphere. He thanked JPAC and the involvement of the public to help the Alternate Representatives think more strategically about how to engage the private sector. Referring to the presentation by the representative of Pollution Probe, and the recent OECD work in Washington, he remarked that the results of this work would be used by all of us as we think about how to further involve the private sector.

Finally, he commented that although we have this meeting only once a year and there may be empty seats here today, this engagement is not meant to be the sole engagement of the private sector on the part of Council. Council will be looking to JPAC and their leadership in holding meetings and to the Secretariat as it hosts meetings to further engage all stakeholders.

José Manuel Bulás, representing the Mexican Council member, also thanked and congratulated the presenters on the quality of their presentations, noting that these types of interventions help shape the work of the CEC. The CEC is not the only instrument for environmental cooperation in North America. We have forestry, wildlife, and water cooperation organizations. The CEC plays a role among many. In North America we are creating further integration in many sectors—financial, communications, etc. Harmonization and standardization are also challenges in these processes. Integration is a very complex notion requiring unity at the social and environmental level. Our communiqué will help to inform the public about the CEC’s new direction and work that will be undertaken under the three pillars. He urged the public to continue to challenge governments to achieve a sustainable and just society. Governments

cannot do the work alone.

He thanked Minister Mulcaire for hosting the meeting, and commented appreciatively on the beauty of the Quebec countryside.

Thomas Mulcaire remarked that the preoccupation raised by the presenter from the OAS has a great deal of resonance and he will make sure to follow up to the extent possible. NAFTA is just the precursor of a larger liberalized trade network. He is encouraged by the CEC's forward-looking approach. The very essence of sustainable development is the ability to "look over the horizon." He thanked everyone for having come to Quebec City.

William Kennedy made a few points. He echoed Mr. Clifford's comments on biodiversity that indeed there is no intention to jettison the CEC's work on biodiversity. While we have organized our work around three new pillars, work on information is something the CEC has always done. Capacity building has always played a part in the CEC's work, and trade and environment is the very basis for the CEC's creation. The process we are going through now is how we are restructuring our traditional work program into the new strategic plan. There is no intention for work on biodiversity to decline.

He then responded to the intervention by Pollution Probe and work by the OECD. He thanked the presenter for the very good suggestions for where the CEC could focus its efforts. Specifically, he commented on the suggestion for the CEC to provide a forum for bringing together various stakeholders. He explained that this has always been and will continue to be a focus for the Secretariat. For example, each year, in order to assist in the development of the annual *Taking Stock* report, there is a consultative meeting to provide input for new directions for the report. In the past, it has been somewhat unstructured. This year, it will be a structured two-day event in Monterrey, where we will be actively reaching out to industry, governments, local communities and NGOs to discuss the scope for the report.

As a final comment, regarding the SPP, the point made about cooperation in North America being larger than just one organization is a good one. He related that he had worked for the European Development Bank, based in London, England, for many years before coming back to North America to take the position as executive director of the CEC. At the time the bank was formed by governments, there were many discussions about whether or not Europe needed a new bank. At the end of the day, it was created because there was a special need for this bank's unique features to help countries in central and Eastern Europe. As the bank has matured, the shareholders, who include the governments of the NAFTA countries, have closely monitored the bank's mandate. In doing so, they have redefined the scope of the mandate, vis-à-vis what others are doing. When looking at the future of the CEC and the yet-to-be defined SPP and the work of the OAS, it would behoove all concerned to monitor developments closely and see how our work is progressing to make sure we not duplicating efforts.

Jane Gardner thanked everyone and closed the session.